

Collection

Recherche

no R-2008-02

**Portrait de la situation en
matière de recherche
scientifique pour l'économie
sociale du Canada**

Kathleen Angers
Jean-Philippe Beauregard
Catherine Goulet-Cloutier
Jérôme Leblanc

sous la direction de
Marie J. Bouchard

Cette recherche a été entreprise
grâce, en partie, au soutien
financier du Programme des
chaires de recherche du Canada

**Cahier de la Chaire de recherche
du Canada en économie sociale**

septembre 2008

Cahier de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale

Collection Recherche – no **R-2008-02**

« **Portrait de la situation en matière de recherche scientifique pour l'économie sociale du Canada** »

Kathleen Angers, Jean-Philippe Beauregard, Catherine Goulet-Cloutier et Jérôme Leblanc

(sous la direction de Marie J. Bouchard)

ISBN : **2-89276-367-3/978-2-89276-367-6**

Dépôt légal : 2008

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives nationales du Canada

PRÉSENTATION

La Chaire de recherche du Canada en économie sociale étudie l'innovation sociale produite dans l'économie sociale, afin de mieux comprendre son rôle dans les transformations sociales. L'économie sociale désigne une forme particulière d'organisations : coopératives, associations ou organismes à but non lucratif, mutuelles. Elles fonctionnent selon un certain nombre de valeurs, de principes et de règles qui particularisent les processus de décision, les finalités, la répartition des surplus, le sociétariat, le financement, etc. Établissant des passerelles entre le développement économique et le développement social, l'économie sociale cherche à servir la collectivité plutôt qu'à engendrer des profits pour les actionnaires.

Du fait de leur nature, de leur origine et de leur mission, les organisations d'économie sociale offrent des conditions propices à l'innovation sociale. Face aux transformations du marché et de l'État, les demandes sociales affluent et suscitent le besoin d'inventer de nouvelles façons de faire. Le mode participatif de l'économie sociale est riche d'innovations sociales, rapprochant le consommateur du producteur, le bénéficiaire du prestataire, les besoins des individus de ceux des collectivités. Ce faisant, l'économie sociale peut contribuer à la transformation du secteur public (réseaux de politiques publiques, développement durable) et du secteur privé (gestion participative, responsabilité sociale corporative, bilan social). En ce sens, l'économie sociale est un véritable laboratoire d'expérimentation d'une société en mutation.

Les travaux de la Chaire se concentrent sur deux principaux terrains d'étude, soit celui des services de proximité (logement communautaire, aide domestique, cuisines collectives, centres de la petite enfance, etc.) et celui des services collectifs, notamment les services de soutien au développement (institutions financières, fonds de développement, corporations de développement économique communautaire, groupes de ressources techniques, etc.). Les recherches s'articulent autour de trois principaux chantiers. Le premier est celui de la **gouvernance**, afin de comprendre comment les instances plurielles et les partenariats favorisent la prise en compte d'objectifs relevant à la fois du marché et de l'intérêt général. Le deuxième chantier est celui des **modes de développement et de financement**, dans un univers où le capital n'est pas rémunéré par les profits. Le troisième chantier est celui des **méthodes d'évaluation** spécifiques à une double mission économique et sociale.

À terme, le but est de comprendre ce qui fait cohérence dans la contribution de l'économie sociale au renouvellement et à la démocratisation du modèle de développement. L'économie peut ainsi être mise au service de la société.

À fin de rendre compte des travaux de la Chaire, nous proposons deux collections :

1. Recherche
2. Conférences.

Marie J. Bouchard
Titulaire

NOTES SUR LES AUTEURS

Kathleen ANGERS, étudiante à la maîtrise en science politique et assistante de recherche à la Chaire de recherche du Canada en économie sociale.

Jean-Philippe BEAUREGARD, étudiant à la maîtrise en sociologie et assistant de recherche à la Chaire de recherche du Canada en économie sociale.

Catherine GOULET-CLOUTIER, étudiante au baccalauréat en science politique et assistante de recherche à la Chaire de recherche du Canada en économie sociale.

Jérôme LEBLANC, étudiant à la maîtrise en science politique et assistant de recherche à la Chaire de recherche du Canada en économie sociale.

Marie J. BOUCHARD, professeure à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale, membre du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) et coresponsable du Chantier Logement communautaire de l'ARUC en économie sociale.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES SIGLES.....	ix
RESUME.....	xi
INTRODUCTION.....	1
1. CENTRES UNIVERSITAIRES ET PARTENARIAUX	3
1.1 Colombie-Britannique.....	3
1.1.1 Centre for Community Entreprise	3
1.1.2 Université de Victoria.....	4
1.2 Manitoba.....	6
1.2.1 Université de Winnipeg.....	6
1.3 Nouvelle-Écosse.....	7
1.3.1 Université Mount Saint Vincent.....	7
1.3.2 Université St. Francis Xavier	8
1.4 Ontario.....	9
1.4.1 Université de Toronto	9
1.5 Québec.....	10
1.5.1 HEC Montréal	10
1.5.2 Université de Sherbrooke	11
1.5.3 Université du Québec à Chicoutimi	14
1.5.4 Université du Québec à Montréal	15
1.5.5 Université du Québec à Rimouski	22
1.5.6 Université du Québec en Outaouais.....	23
1.5.7 Université Laval	28
1.6 Saskatchewan	29
1.6.1 Université de la Saskatchewan.....	29
1.7 Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	32
1.7.1 Yukon College	32

2.	ASSOCIATIONS ET RESEAUX SCIENTIFIQUES	33
2.1	Canadian Association for Studies in Co-operation (CASC)	33
2.2	Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada).....	34
3.	RESEAUX, REGROUPEMENTS ET ORGANISMES DE PARTENARIAT.....	35
3.1	Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC)	35
3.2	Canadian Co-Operative Association (CCA)	36
3.3	Chantier de l'économie sociale	37
3.4	Conseil Canadien de la Coopération (CCC)	38
3.5	Conseil Québécois de la Coopération et de la Mutualité (CQCM).....	39
3.6	Réseau Canadien de Développement Économique Communautaire (RCDEC)	40
4.	ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX.....	41
4.1	Direction des coopératives - Ministère du développement économique de l'innovation et de l'exportation du Québec (MDEIE)	41
4.2	Secrétariat aux coopératives du Canada	42
5.	ASSOCIATIONS ET RESEAUX INTERNATIONAUX	43
5.1	Associations et réseaux scientifiques internationaux.....	43
5.2	Réseaux, regroupements et organismes de partenariat internationaux.....	48
	INDEX	51

LISTE DES SIGLES

ARUC-ÉS	Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale
ARUC-ISDC	Alliance de recherche universités-communautés – Innovation sociale et développement des communautés
BALTA	British Columbia-Alberta Research Alliance on the Social Economy Canadian Co-operative Association
CASC	Canadian Association for Studies in Co-operation
CCA	Canadian Co-operative Association
CCRPÉS/CSERP	Centre canadien de recherche partenariale en économie sociale / Canadian Social Economy Research Partnerships
CCC	Conseil Canadien de la Coopération
CED	Community Economic Development
CÉRIS	Centre d'étude et de recherche en intervention sociale
CIRIEC-Canada	Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives
CIRIEC International	Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative
CQCM	Conseil québécois de la coopération et de la mutualité
CRDC	Chaire de recherche en développement des collectivités
CRDO	Conseil régional de développement de l'Outaouais
CRDT	Centre de recherche sur le développement territorial
CRÉO	Conférence régionale des élus de l'Outaouais
CRIDÉS	Centre de recherche, d'information et de développement de l'économie solidaire
CRISES	Centre de recherche sur les innovations sociales
CRSH	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
CRSH-INÉ	Conseil de recherche en sciences humaines - Initiative de la nouvelle économie
CSMO-ÉSAC	Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale et action communautaire
CUISR	Community University Institute for Social Research
ÉNAP	École nationale d'administration publique
ÉSSBE	Économie sociale, santé et bien-être
FCADR	Fonds canadien d'adaptation et de développement rural
FIR	Fonds institutionnel pour la recherche
FQCT	Fédération québécoise des coopératives de travail
FQRSC	Fonds québécois de recherche sur la société et la culture
GRIR	Groupe de recherche et d'intervention régionale
ICACCR	International Co-operative Alliance Committee on Co-operative Research
CCRA	Initiative canadienne des collectivités rurales agricoles
IRECUS	Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke
ISTR	International Society for Third Sector Research
LAREPPS	Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
RCDE	Réseau canadien de développement économique communautaire
RILESS	Red de Investigadores Latinoamericanos de Economía social y Solidaria
RIPESS	Réseau Intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire
RISQ	Réseau d'information scientifique du Québec
RQRP-ÉS	Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale
UniRcoop	Réseau des universités des Amériques en études sur les coopératives et les associations
VRER	Vice-rectorat de l'enseignement et de la recherche de l'Université du Québec en Outaouais

RESUME

Ce rapport présente les résultats d'une veille sur la recherche scientifique en économie sociale au Canada. Nous y avons répertorié divers organismes de recherche qui traitent de l'économie sociale et coopérative. Les critères de sélection étant la scientificité de la production et son importance en volume, nous avons pu répertorier plus de quarante organismes. Toutefois, cette recherche n'est pas exhaustive puisque nous n'avons pas procédé à une enquête systématique de tous les organismes de recherche sur le sujet au Canada. Quatre types d'organismes de recherche y ont été répertoriés: les centres universitaires; les réseaux et associations scientifiques; les regroupements et organismes de partenariat; et les organismes gouvernementaux. Une section a été ajoutée cette année pour présenter certains réseaux internationaux. Chaque organisme est classé sous forme de fiche qui comprend ses coordonnées, une courte présentation, les thématiques qui y sont traitées, les types de publications et les sources de financement. Ce rapport est le troisième de sa série. Le premier a été publié en avril 2005 (Cahier R-2005-03) et le second en avril 2007 (Cahier R-2007-01).

ABSTRACT

This report presents an outlook of the scientific research on the social economy in Canada. We list diverse research organizations that work on the social and co-operative economy. Selection criteria being the scientific aspect of the production and the importance of it in terms of volume, we have been able to identify more than forty organizations. Nevertheless, this research is not exhaustive, since we have not gone through a systematic enquiry of all the research organizations working on the social economy in Canada. Four types of research organizations have been listed: university centres; scientific networks and associations; social organizations; and governmental organizations. A section was added this year to present some international networks. Each organization is classified as a record that includes the mail and electronic addresses, a short presentation, the themes that are developed, the types of publications and the financing sources. This report is the third of its series. The first one was published in April 2005 (Working Paper R-2005-03) and the second in April 2007 (Working Paper R-2007-01).

Kathleen Angers, Jean-Philippe Beauregard,
Catherine Goulet-Cloutier et Jérôme Leblanc
(sous la direction de Marie J. Bouchard)

INTRODUCTION

Ce document est le troisième de sa série. Il constitue une veille sur la recherche scientifique sur le sujet de l'économie sociale et coopérative au Canada. La recherche que nous vous présentons ici a été effectuée en plusieurs étapes. Tout d'abord, nous avons procédé à une collecte de données à partir de recherches Internet, et ensuite à partir des pages de liens présentes sur chacun des sites répertoriés. Les sites Internet ont d'abord été consultés pour la première fois en décembre 2004, puis en mars 2007 et 2008 pour l'ajout des nouveaux centres de recherche créés dans les années précédentes. Nous avons par la suite effectué un suivi par téléphone et courrier électronique pour tous les organismes dont le site Internet ne contenait pas toutes les informations requises. De plus, par souci de cohérence avec la récente évolution de la recherche en économie sociale, cette troisième édition inclut une nouvelle rubrique.

Nous tenons à préciser que cette recherche ne se veut pas exhaustive mais correspond plutôt à un tour d'horizon des plus importants centres de production scientifique sur le sujet. Nous avons répertorié principalement des organismes universitaires de recherche et, dans une moindre mesure, des organismes gouvernementaux et des associations scientifiques, partenariales et sectorielles qui comportent un volet de recherche scientifique spécifiquement sur l'économie sociale. Nous n'avons pas tenu compte, d'une part, des organismes gouvernementaux dont le champ principal d'intérêt n'est pas l'économie sociale et, d'autre part, des organismes privés.

De plus, nous tenons à préciser que certains centres de recherche répertoriés dans une université sont également présents dans d'autres universités. Les meilleurs exemples sont sans doute le CRISES et l'ARUC-RQRP-ÉS dont les chercheurs font respectivement partie de sept et de quatre universités et/ou organismes. Nous avons choisi de les répertorier à l'UQAM car c'est à cette université qu'on retrouve la partie la plus importante de leurs effectifs.

Nous avons divisé les différents organismes où s'effectue la recherche en quatre catégories. Si les **centres universitaires** et **partenariaux** sont assurément les lieux où la recherche est la plus importante en termes quantitatifs, il reste que certains des centres répertoriés ne suivent pas des axes de recherche uniquement relatifs aux thèmes qui sont centraux à notre étude. Par ailleurs, si la recherche ne constitue généralement pas l'activité principale des **associations** et **réseaux scientifiques** répertoriés, certains d'entre eux ont néanmoins été assez prolifiques à ce sujet. À l'instar de ces derniers, les **réseaux**, **regroupements** et **organismes de partenariat** ont également mené plusieurs recherches dans le domaine de l'économie sociale. Enfin, les **organismes gouvernementaux** publient quant à eux plusieurs types de recherche et se distinguent notamment par l'importance qu'ils attribuent à la recherche statistique. Une nouvelle

rubrique apparaît dans cette édition, qui regroupe un certain nombre d'**associations scientifiques et de réseaux internationaux**.

Certaines autres constantes importantes ont été remarquées pendant la recherche. Tout d'abord, la production dite «associative», plus pratique, composée surtout de guides ou d'études de cas, se démarque de la production universitaire, plus scientifique qui, elle, se compose aussi d'études de cas, mais surtout d'essais théoriques et critiques, d'études plus globales, souvent sous la forme de cahiers de recherche et, dans une moindre mesure, de livres.

On pourrait nous reprocher d'avoir sélectionné certains organismes dont les publications n'ont pas une portée spécifiquement scientifique. Notre décision tire plutôt sa pertinence du fait que ces publications, souvent plus pratiques, constituent des éléments qui participent de manière générale à l'avancement des connaissances sur l'économie sociale. Ils répondent alors peut-être d'une méthodologie différente ou d'intérêts pratiques très précis. Cependant, ces publications apportent à la connaissance scientifique des expériences parfois essentielles aux centres de recherche universitaires. Il est à noter d'ailleurs la présence grandissante de partenariats entre ceux-ci et les intervenants, les associations, les réseaux et les communautés sur le terrain. Cela s'est concrétisé à la fin de l'année 2005 avec la création de nombreux centres de recherche établis dans diverses provinces du Canada et construits selon le modèle des alliances de recherche université-communauté, chapeautés par le Centre canadien d'économie sociale, basé à Victoria en Colombie Britannique.

Une autre caractéristique particulière de la recherche en ce domaine au Canada est que le terme «économie sociale», ou «*social economy*», commence seulement à se répandre dans les milieux de recherche anglophone. Sa contrepartie anglophone sont les coopératives et le développement économique communautaire (*Community Economic Development* - CED). Toutefois, ces deux champs de recherche sont différents et ne répondent pas exactement aux mêmes enjeux de recherche. Mais il reste qu'ils se recoupent à plusieurs niveaux.

Enfin, les centres canadiens sont affiliés à des associations et à des réseaux scientifiques internationaux. Ceux-ci ont leur siège en Europe, en Amérique latine ou aux États-Unis.

1. CENTRES UNIVERSITAIRES ET PARTENARIAUX

1.1 Colombie-Britannique

1.1.1 Centre for Community Enterprise

1)	B.C.- ALBERTA RESEARCH ALLIANCE ON THE SOCIAL ECONOMY (BALTA)
Coordonnées	<p>9777B, Somers Road Port Alberni (Colombie-Britannique) V9Y 8N9</p> <p>Téléphone: (250) 723-1139 Télécopieur: (250) 723-3730 Courrier électronique: balta@xplornet.com Site internet: http://www.socialeconomy-bcalberta.ca/</p> <p>Codirecteurs: Mike Lewis et Darcy Mitchell Coordonnateur: Stuart Wulff</p>
Présentation	<p>Ce centre de recherche s'inscrit dans le cadre du Programme de subventions liées à l'économie sociale du CRSH. S'inspirant fortement du modèle des Alliances de recherche universités-communautés (ARUC), ce programme vise à financer des équipes de chercheurs universitaires et de représentants d'organismes communautaires dans le domaine de l'économie sociale, en vue de favoriser le développement de la recherche, faciliter le réseautage et former des étudiants et chercheurs. L'Alliance de recherche de la Colombie-Britannique et de l'Alberta en économie sociale, en collaboration avec le Canadian Centre for Community Renewal et le Royal Roads University établissent un partenariat régional entre cinq universités, neuf organismes d'économie sociale, deux agences fédérales, ainsi qu'une municipalité faisant activement la promotion de l'économie sociale dans sa localité, en plus des 29 autres parties prenantes – chercheurs et acteurs divers du milieu. L'objectif global de l'alliance régionale est d'engager un nombre important d'acteurs du milieu dans la recherche et la diffusion du savoir en vue de solidifier les bases de l'économie sociale et d'en favoriser la croissance dans la région de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. De cet objectif général en découlent cinq autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer un réseau étendu de chercheurs, d'universitaires et de divers acteurs présents dans le milieu de l'économie sociale, afin de soutenir la production et la diffusion du savoir nécessaires à la croissance de l'économie sociale. • Mieux comprendre la portée et les caractéristiques de l'économie sociale de la région, ainsi qu'en percevoir l'évolution. • Évaluer les pratiques exemplaires de la région, ou d'ailleurs, ainsi qu'en analyser les conditions d'applications pour favoriser leur mise en œuvre dans la région. • Accélérer l'échange des connaissances sur ces pratiques exemplaires au sein des provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique et entre elles. • Contribuer à la conception et au développement d'une infrastructure de l'économie sociale en Colombie-Britannique et en Alberta, en particulier en ce qui concerne les politiques et les régulations.
Thématiques	<p>En vue de répondre à ses objectifs, le centre se propose d'étudier trois questions stratégiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Quelles sont les caractéristiques ainsi que la portée de l'économie sociale dans les provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique? Il s'agit de dresser un portrait de la situation présente pour mieux comprendre la réalité du milieu. ▪ Quelles sont les caractéristiques et la portée des innovations socioéconomiques donnant

	<p>des résultats pouvant être démontrés?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les difficultés, opportunités et contraintes présentes lors de l'adaptation et la mise en œuvre de ces innovations efficaces, ce tant au sein de la région que forment l'Alberta et la Colombie-Britannique, qu'ailleurs?
Publications	La revue Making Waves est publiée trimestriellement. Elle offre une analyse rigoureuse des pratiques et des politiques économiques, des projets, des profils d'organisations et des réseaux de la Community Economic Development (DEC) au Canada.
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) • Canadian Centre for Community Renewal • 5 universités (Université Athabasca, Simon-Fraser University, Université de Victoria, Université de l'Alberta et Royal Roads University)

1.1.2 Université de Victoria

2)	BRITISH COLUMBIA INSTITUTE FOR CO-OPERATIVE STUDIES
Coordonnées	<p>University of Victoria University House 2 - Room 109 PO Box 3060 STN CSC Victoria (Colombie-Britannique) V8W 2Y2</p> <p>Téléphone: (250) 472-4539 Télécopieur: (250) 472-4541 Courrier électronique: rochdale@uvic.ca Site Internet: http://web.uvic.ca/bcics/</p> <p>Directeur: Ian MacPherson</p>
Présentation	<p>Le British Columbia Institute for Co-operative Studies a été fondé en 2000. L'institut est un catalyseur pour la recherche, l'apprentissage et l'enseignement sur la pensée et la pratique des études coopératives comprises comme un champ de recherche établi. Il collabore avec d'autres institutions d'enseignement post-secondaires, des coopératives, de multiples paliers de gouvernement, des individus et des communautés intéressés au développement des coopératives. Son équipe est composée d'une dizaine de membres (professeurs, étudiants et professionnels de recherche).</p> <p>Le but de la recherche à l'Institut est de comprendre comment les modèles de coopératives fonctionnent dans des contextes différents et comment ils réussissent à répondre aux différents besoins économiques et sociaux des communautés impliquées. De plus, l'Institut cherche à voir comment les coopératives permettent d'aider et de renforcer les capacités des communautés dans lesquelles elles opèrent afin de répondre adéquatement aux enjeux sociaux que vivent ces communautés.</p>
Thématiques	L'Institut effectue principalement des études de cas sur les coopératives. Par ailleurs, il procède actuellement à la création d'une grande base de ressources qui sera mise à la disposition des communautés et coopératives pour les aider dans leurs projets de développement coopératif.
Publications	L'Institut publie une lettre trimestrielle, le <i>Anthill</i> , ainsi que des cahiers de recherche et des livres.
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> • Coop fédérée • Université de Victoria • Credit Union Movement of B.C. • The Co-operators

3)	<p>CENTRE CANADIEN DE RECHERCHE PARTENARIALE EN ECONOMIE SOCIALE (CCRPÉS) / CANADIAN SOCIAL ECONOMY RESEARCH PARTNERSHIPS (CSERP)</p>
<p>Coordonnées</p>	<p>c/o BC Institute for Co-operative Studies University of Victoria Boîte postale 3060, STN CSC Victoria (Colombie-Britannique) V8W 3R4</p> <p>Téléphone: (250) 472-5338 Télécopieur: (250) 472-4541 Courrier électronique: secoord@uvic.ca Site internet: http://www.socialeconomyhub.ca/hub/</p> <p>Codirecteurs: Ian MacPherson et Rupert Downing Directrice de projet: Annie McKittrick</p>
<p>Présentation</p>	<p>Ce centre de recherche s'inscrit dans le cadre du Programme de subventions liées à l'économie sociale du CRSH. S'inspirant fortement du modèle des Alliances de recherche universités-communautés (ARUC), ce programme vise à financer des équipes de chercheurs universitaires et de représentants d'organismes communautaires dans le domaine de l'économie sociale, en vue de favoriser le développement de la recherche, faciliter le réseautage et former des étudiants et chercheurs. Le Centre est un partenariat entre le British Columbia Institute for Co-operative Studies et le Réseau canadien de développement économique communautaire.</p> <p>Le CCRPÉS effectue des recherches-action et des activités de formation, de diffusion et de transfert des connaissances en économie sociale. Le Centre encourage la collaboration entre les six centres régionaux qu'il chapeaute (Québec, Atlantique, Sud de l'Ontario, Saskatchewan, Manitoba et Nord de l'Ontario, Colombie-Britannique et Alberta, ainsi que le nord du Canada), et crée des occasions pour encourager les échanges avec les réseaux internationaux.</p> <p>Le Centre s'adresse aux gens du milieu, aux professionnels, aux chercheurs et à la société civile, à travers les centres régionaux et leurs partenaires dans les communautés. Il a présentement comme objectif de développer une banque de données et un système de communication pour soutenir le développement des connaissances, de la recherche avancée et des programmes d'enseignement entourant l'économie sociale canadienne. Ces groupes s'engageront à proposer des solutions de politiques publiques à travers des prises de position et des rapports de recherches s'adressant aux fonctionnaires, aux politiciens et aux groupes communautaires.</p>
<p>Thématiques</p>	<p>Le programme de recherche partenariale du Centre a pour but de mieux connaître (inventaires, portraits, études de cas) et de mieux comprendre (analyses de spécificité, comparaison, systématisation et théorisation des connaissances) la contribution de l'économie sociale au développement de la société canadienne et de l'économie en général.</p> <p>Le Centre cherche à répondre à la question suivante: Comment les approches de l'économie sociale peuvent-elles être comprises et efficacement appliquées pour faciliter la collaboration entre les associations communautaires, la société civile, les intervenants et les chercheurs, pour soutenir les associations et les communautés dans la satisfaction de leurs besoins sociaux et économiques ?</p>
<p>Publications</p>	<p>Le CCRPÉS publie un bulletin d'information accessible en ligne. Des cahiers de recherche sont également produits occasionnellement.</p>
<p>Sources de financement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC) ▪ Université de Victoria

1.2 Manitoba

1.2.1 Université de Winnipeg

4)	MANITOBA RESEARCH ALLIANCE ON COMMUNITY ECONOMIC DEVELOPMENT IN THE NEW ECONOMY
Coordonnées	<p>Manitoba Office Suite 309-323 Portage Ave Winnipeg (Manitoba) R3B 2C1</p> <p>Téléphone: (204) 927-3200 Télécopieur: (204) 927-3201 Courrier électronique: ccpamb@policyalternatives.ca Site Internet: http://www.manitobaresearchallianceced.ca/</p> <p>Directeur: John Loxley</p>
Présentation	<p>L'alliance regroupe plus de cinquante chercheurs de trois universités du Manitoba (University of Manitoba, Brandon University et University of Winnipeg), de chercheurs engagés dans le développement des communautés du Manitoba et de spécialistes du gouvernement en création de politiques, le tout sous le leadership du Canadian Centre for Policy Alternatives. Le projet a comme finalité d'examiner comment les communautés peuvent surmonter les obstacles et partager les bénéfices engendrés par la nouvelle économie.</p>
Thématiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Impacts de la nouvelle économie ▪ Évaluation du potentiel du développement économique communautaire au sein de la nouvelle économie ▪ Évaluation du rôle des politiques publiques dans la nouvelle économie ▪ Théorisation du développement économique communautaire en lien avec la nouvelle économie
Publications	<p>Quelques rapports de recherche sont disponibles gratuitement en ligne.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conseil de recherche en sciences humaines - Initiative de la nouvelle économie (CRSH-INÉ) ▪ Contributions des membres

1.3 Nouvelle-Écosse

1.3.1 Université Mount Saint Vincent

5)	PARTENARIAT SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET LA DURABILITÉ / SOCIAL ECONOMY AND SUSTAINABILITY RESEARCH NETWORK
Coordonnées	<p>Mount Saint Vincent University Halifax (Nouvelle-Écosse) B3M 2J6</p> <p>Téléphone: (902) 457-6240 Télécopieur: (902) 457-6455 Courrier électronique: seproject@msvu.ca Site Internet: http://www.msvu.ca/socialeconomyatlantic/</p> <p>Directrice: Leslie Brown Coordonnatrice: Noreen Millar</p>
Présentation	<p>Ce centre de recherche s'inscrit dans le cadre du Programme de subventions liées à l'économie sociale du CRSH. S'inspirant fortement du modèle des Alliances de recherche universités-communautés (ARUC), ce programme vise à financer des équipes de chercheurs universitaires et de représentants d'organismes communautaires dans le domaine de l'économie sociale, en vue de favoriser le développement de la recherche, faciliter le réseautage et former des étudiants et chercheurs.</p> <p>Le centre de recherche de la région des provinces atlantiques est composé d'une équipe multidisciplinaire dont les membres sont issus de quatre bases distinctes: communautaire, universitaire, gouvernementale et milieu de la recherche. L'équipe regroupe ainsi plus de quatre-vingts praticiens en économie sociale, universitaires, institutions collaboratrices, agences gouvernementales et partenaires communautaires, qui se sont rassemblés pour contribuer à l'avancement des connaissances en matière d'économie sociale dans la région des provinces atlantiques canadiennes et à l'étranger.</p> <p>Par ses travaux et sa collaboration étroite avec les acteurs du milieu, l'équipe entend augmenter la capacité et le dynamisme de l'économie sociale de la région atlantique – notamment en créant des partenariats, en délimitant les besoins réels des organismes d'économie sociale, et en influençant les politiques municipales et provinciales.</p>
Thématiques	<p>L'équipe du centre de recherche de l'Atlantique a cerné quatre axes de recherche principaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Conceptualisation et description de l'économie sociale au Canada, région atlantique ▪ Inventaire et analyse des politiques ▪ Mobilisation de l'économie sociale autour de besoins communs et questions d'inclusion et d'exclusion qui contribuent à la capacité sociale dans la région ▪ Création d'un modèle et recherche de combinaisons innovatrices de communication traditionnelle et électronique et diffusion des procédés et des stratégies au sein de l'économie sociale et des milieux universitaires
Publications	Des bibliographies annotées, des comptes-rendus, des présentations et quelques publications du réseau sont disponibles gratuitement sur son site Internet.
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) ▪ Mount Saint-Vincent University

1.3.2 Université St. Francis Xavier

6)	COADY INTERNATIONAL INSTITUTE
Coordonnées	<p>St. Francis Xavier University P.O. Box 5000 Antigonish (Nouvelle-Écosse) B2G 2W5</p> <p>Téléphone: (902) 867-3960 ou 1-866-820-7835 Télécopieur: (902) 867-3907 Courrier électronique: coady@stfx.ca Site Internet: http://www.coady.stfx.ca/</p> <p>Directrice: Mary Coyle</p>
Présentation	<p>L'institut Coady a fait la promotion de l'autonomie des communautés depuis 1959 pour éduquer les personnes intéressées au développement communautaire. L'institut est une organisation d'enseignement dédiée à identifier, développer et disséminer le savoir sur les pratiques de développement effectives. Il a atteint une reconnaissance internationale notamment par le fait que les étudiants qui l'ont fréquenté sont venus de plus de 130 pays différents. L'institut est en constante adaptation afin de mieux être à la fine pointe de l'innovation et aussi pour répondre aux nouveaux besoins du développement communautaire. L'institut Coady possède une équipe de plus d'une trentaine d'employés (professeurs, assistants, animateurs et chargés de projet) dont seulement quelques-uns participent à la recherche.</p> <p>L'organisme a aussi plusieurs objectifs spécifiques dont le travail de coopération avec des organisations partenaires un peu partout dans le monde, la création d'un réseau global de solidarité et l'éveil solidaire chez les jeunes canadiens.</p>
Thématiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement communautaire ▪ Coopération internationale ▪ Développement rural ▪ Femmes et développement
Publications	<p>L'institut affiche sur son site Internet une vingtaine de publications qui prennent la forme soit de livres, d'essais (<i>occasional papers</i>) ou de rapports de conférences et ateliers.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Agence canadienne de développement international (ACDI) ▪ Fondations ▪ Université St. Francis Xavier

1.4 Ontario

1.4.1 Université de Toronto

7)	SOCIAL ECONOMY CENTRE
Coordonnées	<p>OISE/University of Toronto 252 Bloor St. W., Room 5-187 Toronto (Ontario) M5S 1V6</p> <p>Téléphone: (416) 978-0907 Télécopieur: (416) 926-4749 Courrier électronique: sec@oise.utoronto.ca Site Internet: http://sec.oise.utoronto.ca/english/index.php</p> <p>Directeurs: Laurie Mook et Jack Quarter</p>
Présentation	<p>Ce centre de recherche s'inscrit dans le cadre du Programme de subventions liées à l'économie sociale du CRSH. S'inspirant fortement du modèle des Alliances de recherche universités-communautés (ARUC), ce programme vise à financer des équipes de chercheurs universitaires et de représentants d'organismes communautaires dans le domaine de l'économie sociale, en vue de favoriser le développement de la recherche, faciliter le réseautage et former des étudiants et chercheurs.</p> <p>Le centre régional du sud de l'Ontario s'est formé grâce à une alliance de recherche entre le Social Economy Centre de l'Université de Toronto, Imagine Canada et l'Ontario Co-operative Association. Ce projet regroupe des spécialistes de 11 universités du sud de l'Ontario, de 22 organisations partenaires et de 7 universités situées hors région.</p> <p>L'Alliance travaille en collaboration avec les acteurs du milieu de l'économie sociale au sein de cinq principaux groupes de recherche, en vue de créer une synergie entre le milieu de la recherche et celui de l'économie sociale, ce tant dans la région sud-ontarienne qu'entre les différentes régions canadiennes ou qu'à l'international.</p> <p>Enfin, l'Alliance s'est aussi donné comme mandat la formation d'une relève de chercheurs dans le domaine de l'économie sociale, notamment en intégrant des étudiants aux équipes de recherche, en accordant la priorité à la diffusion de l'information et en favorisant la présence de ce domaine de recherche au sein des institutions d'études supérieures de la région.</p>
Thématiques	<p>Le centre se propose de travailler sur 28 sous-projets, divisés entre les cinq principaux axes de recherche qui visent à:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ établir une cartographie des caractéristiques et de la portée de l'économie sociale dans la région sud-ontarienne ▪ dégager une compréhension de l'impact qu'a l'économie sociale ▪ améliorer la capacité des organisations d'économie sociale à démontrer la valeur de leurs activités pour la société ▪ développer les politiques publiques en la matière ▪ étendre le champ théorique dans le domaine
Publications	<p>Aucune publication jusqu'à présent.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) ▪ Université de Toronto

1.5 Québec

1.5.1 HEC Montréal

8)	CENTRE D'ÉTUDES DESJARDINS EN GESTION DES COOPÉRATIVES DE SERVICES FINANCIERS
Coordonnées	<p>HEC Montréal 3000, Chemin de la Côte Sainte-Catherine Montréal (Québec) H3T 2A7</p> <p>Téléphone: (514) 340-6982 Télécopieur: (514) 340-6995 Courrier électronique: centredesjardins@hec.ca Site Internet: http://www.hec.ca/centredesjardins/</p> <p>Directeur: Benoît Tremblay</p>
Présentation	<p>En 2001, le Centre de gestion des coopératives de HEC Montréal est devenu le Centre d'études Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, appellation qui correspond à sa nouvelle orientation. Sa mission est de contribuer au développement des coopératives de services financiers grâce à la recherche, la formation, l'information documentaire et l'intervention auprès du secteur, des associations, des organismes de réglementation et des milieux financiers locaux, nationaux et internationaux. Le Centre réunit des experts et des chercheurs de calibre international soucieux de transférer leurs connaissances aux organisations coopératives. Il compte une dizaine de membres et collaborateurs, dont six professeurs, une professionnelle de recherche, deux assistants de recherche et deux bibliothécaires.</p>
Thématiques	<p>Dans une perspective internationale, les travaux du Centre tiennent compte du contexte de concurrence accrue et de mondialisation des marchés. Plusieurs axes de recherche sont privilégiés:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sociétariat et marchés ▪ Démocratie et gouvernance ▪ Pertinence et efficacité de la formation ▪ Stratégie et partenariats ▪ Capitalisation et structure financière ▪ Évaluation et critères de performance ▪ Responsabilité sociale et environnementale ▪ Dimensions institutionnelles des grandes entités ▪ Contextualisation de leur activité dans le monde <p>Le Centre d'études Desjardins supporte autant les recherches quantitatives que qualitatives. Il privilégie l'approche comparative et explore les domaines de la finance, de l'analyse des risques d'affaires, de la formation, du marketing et de l'identité coopérative. Les recherches en cours incluent la notation des titres obligataires des institutions financières, les rapports de responsabilité sociale des banques coopératives et commerciales, les instruments de capitalisation des grandes coopératives financières, les instruments de transfert de risque de crédit, la mesure d'impact des risques d'impartition, un profil des coopératives de services financiers en Amérique latine et le soutien au développement des coopératives de services financiers en matière de formation des dirigeants et des cadres et de préparation de la relève.</p>

Publications	Publication du bulletin Panorama, auquel il est possible de s'abonner en ligne. De plus, de nombreuses publications sont accessibles en ligne via la médiathèque.
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mouvement Desjardins ▪ Gouvernement du Québec

1.5.2 Université de Sherbrooke

9)	CHAIRE DESJARDINS DE COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT DU MILIEU
Coordonnées	<p>Faculté d'Administration Département de finance Local K1-4091 2500, boul. de l'Université Sherbrooke (Québec) J1K 2R1</p> <p>Téléphone: (819) 821-8000, poste 62361 Télécopieur: (819) 821-7364 Courrier électronique: jacques.prefontaine@usherbrooke.ca Site Internet: http://www.usherbrooke.ca/recherche/chaire/autres/Prefontaine.html</p> <p>Titulaire: Jacques Préfontaine</p>
Présentation	<p>Appuyée par l'IRECUS, la Chaire Desjardins de coopération et développement du milieu vise à aider les coopératives dans leurs efforts de compréhension de leur environnement socio-économique et à leur donner des outils leur permettant d'optimiser leur contribution au développement des communautés locales et à l'amélioration de leurs conditions de vie. La Chaire est composée d'une dizaine de professeurs et étudiants.</p> <p>En conséquence, la Chaire Desjardins de coopération et développement du milieu souhaite stimuler la recherche afin de développer des modèles et des pratiques adaptés à la coopération, aux coopératives et aux dynamiques du milieu dans lequel elles évoluent.</p>
Thématiques	<p>Voici les titres des principaux projets de la Chaire:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La formulation stratégique dans les coopératives ▪ Le réseautage stratégique dans le regroupement des coopératives ▪ La légitimité des structures de deuxième niveau dans le mouvement coopératif québécois; le cas Desjardins ▪ Le rôle de la gestion des parties prenantes dans le développement des coopératives de santé au Québec, le cas de la coopérative de santé Les grès ▪ La planification de la participation de Desjardins au développement des collectivités locales
Publications	Aucune publication en ligne.
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke ▪ Chaire Desjardins ▪ Centre d'excellence de l'Université de Sherbrooke ▪ Fédération québécoise des coopératives de travail (FQCT) ▪ Université de Sherbrooke ▪ Mouvement Desjardins

10)	INSTITUT DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT POUR LES COOPÉRATIVES DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (IRECUS)
Coordonnées	<p>Faculté d'administration 2500, boul. de l'Université Sherbrooke (Québec) J1K 2R1</p> <p>Téléphone: (819) 821-7220 ou 7202 Sans frais au Québec: 1-800-267-8337 Télécopieur: (819) 821-7213 Courrier électronique: irecus.adm@Usherbrooke.ca Site Internet: http://www.usherbrooke.ca/irecus/</p> <p>Directeur: Michel Lafleur</p>
Présentation	<p>L'IRECUS a été fondé en 1976. C'est un institut universitaire dont les principales activités sont la recherche, l'enseignement, les services à la collectivité et la coopération internationale. Il s'est donné comme but de favoriser l'enseignement et la recherche multidisciplinaire sur le thème de la coopération en collaboration avec les facultés et les départements de l'Université de Sherbrooke intéressés au domaine coopératif ainsi qu'avec les divers milieux coopératifs nationaux ou étrangers.</p> <p>Les actions du comité de recherche sont confiées à la supervision de Messieurs Bastien Dion, professionnel de recherche, et Michel Lafleur, professeur. L'IRECUS compte une quarantaine de chercheurs, collaborateurs, chargés de cours, professionnels de recherche et employés de soutien.</p>
Thématiques	<p>Diverses thématiques reliées au sujet des coopératives sont étudiées à l'IRECUS. Voici quelques grands thèmes étudiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Coopératives et développement international ▪ Le travail au sein des coopératives ▪ Coopératives et développement local au Québec
Publications	<p>Plus d'une centaine de publications se trouvent en ligne, dont les Cahiers de l'IRECUS, la revue uniRcoop, des livres en format pdf, des cahiers pédagogiques et des dossiers spéciaux. De plus, il est possible d'y consulter gratuitement le bulletin saisonnier de l'IRECUS.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Agence canadienne de développement international (ACDI) ▪ Association des universités et collèges du Canada ▪ Centre de recherches pour le développement international (CRDI) ▪ Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) ▪ Gouvernement du Canada ▪ Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche ▪ Ministère de l'enseignement supérieur et de la science du Québec ▪ Gouvernement du Québec ▪ AGROPUR, coopérative agro-alimentaire ▪ Coopérative fédérée de Québec (CFQ) ▪ Fédération des caisses Desjardins du Québec ▪ Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Estrie ▪ Fédération des coopératives funéraires du Québec

11)	RESEAU DES UNIVERSITES DES AMERIQUES EN ETUDES SUR LES COOPERATIVES ET LES ASSOCIATIONS (UniRcoop)
Coordonnées	<p>IRECUS Faculté d'administration 2500, boul. de l'Université Sherbrooke (Québec) J1K 2R1</p> <p>Téléphone: (819) 821-7220 Télécopieur: (819) 821-7213 Courrier électronique: unircoop@adm.usherbrooke.ca Site Internet: http://www.unircoop.org/</p>
Présentation	<p>Le Réseau uniRcoop est un important regroupement de plus de 150 professeurs et chercheurs membres, dont une cinquantaine est impliquée activement dans les projets. Le Réseau est spécialisé sur le phénomène coopératif et associatif des Amériques avec 22 universités membres provenant de 15 pays des Amériques. L'objectif général du Réseau est d'établir un lien interactif, dynamique et durable entre les universités et les mouvements coopératifs des Amériques, afin de contribuer au développement du coopératisme pour faire face aux défis du nouveau millénaire. L'Université de Sherbrooke, avec l'IRECUS, occupe un rôle de leader dans cette organisation.</p>
Thématiques	<p>On y traite de tout ce qui est en lien avec les coopératives et, en particulier, des coopératives en Amérique. Voici les grands thèmes de recherche qui font l'objet de publications dans le réseau :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Histoire, introduction, philosophie ▪ Économie, sociologie, théories des organisations ▪ Législation coopérative ▪ Éducation coopérative ▪ Gestion (non financière) des coopératives ▪ Comptabilité et finances ▪ Formulation, gestion, évaluation de projets ▪ Développement local ▪ Aspects internationaux ▪ Intervention, diagnostique, stages, travaux pratiques ▪ Méthodologie de recherche ▪ Commercialisation coopérative
Publications	<p>La revue uniRcoop est une publication annuelle du Réseau. Six numéros ont été publiés jusqu'à maintenant, et tous sont accessibles gratuitement en ligne.</p> <p>Sont aussi disponibles sur le site Internet du réseau de nombreuses publications, tant en français, anglais, espagnol que portugais.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Toutes les universités membres ▪ Diverses sources gouvernementales et non gouvernementales des différents pays concernés ▪ Agence canadienne de développement international (ACDI)

1.5.3 Université du Québec à Chicoutimi

12)	GROUPE DE RECHERCHE ET D'INTERVENTION REGIONALES (GRIR)
Coordonnées	Université du Québec à Chicoutimi 555, boul. de l'Université Chicoutimi (Québec) G7H 2B1 Téléphone: (418) 545-5534 Télécopieur: (418) 545-5012 Courrier électronique: grir@uqac.ca Site Internet: http://grir.uqac.ca/ Coordinatrice: Marielle Tremblay
Présentation	Reconnu par l'UQAC depuis 1983, le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) s'intéresse aux problèmes de développement des collectivités locales et régionales d'un point de vue multidisciplinaire. Le GRIR compte plus d'une vingtaine de professeurs-chercheurs et d'étudiants au doctorat d'horizons disciplinaires multiples.
Thématiques	Voici une liste de thématiques explorées par le GRIR : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Phénomènes sociaux, pratique sociale et mouvements sociaux ▪ Recherche-action et intervention en région ▪ Développement viable, évaluation des impacts sociaux et aménagement intégré des ressources ▪ Développement régional et restructuration socio-économique des régions périphériques ▪ Gouvernance, territoire et gestion du social ▪ Environnement institutionnel, entrepreneurship et innovation dans le développement local et régional ▪ Relations interethniques et interculturelles
Publications	Les publications ne sont pas disponibles en ligne, mais il est possible de les commander via le site Internet.
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC) ▪ Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC) ▪ Organismes du milieu régional et local ▪ Gouvernement du Québec ▪ Grandes entreprises ▪ Gouvernement du Canada ▪ Consortium des affaires indiennes ▪ Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium (CQRDA) ▪ Fondation de l'UQAC ▪ Syndicat des chargés-es de cours UQAC ▪ Direction des études de cycles supérieurs et de la recherche (UQAC-DESCR)

1.5.4 Université du Québec à Montréal

13)	ALLIANCE DE RECHERCHE UNIVERSITES-COMMUNAUTES EN ÉCONOMIE SOCIALE (ARUC-ÉS)	
Coordonnées	<p>Adresse civique :</p> <p>Pavillon Saint-Denis 10e étage, local AB-10200 1290, rue St-Denis Montréal (Québec) H2X 3J7</p> <p>Téléphone: (514) 987-3000, poste 2574 Télécopieur: (514) 987-6913 Courrier électronique: aruc-es@uqam.ca Site Internet: http://www.aruc-es.uqam.ca/</p> <p>Codirecteurs: Jean-Marc Fontan et Nancy Neamtan</p>	<p>Adresse postale :</p> <p>ARUC-ÉS Case postale 8888, succursale Centre-ville Montréal (Québec) H3C 3P8</p>
Présentation	<p>L'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) est une infrastructure de partenariat pour la recherche, la formation, la diffusion et l'échange de connaissances en économie sociale. Elle compte plus de 25 membres pour son conseil de coordination et 8 employés permanents. Sa structure de recherche est composée de 9 chantiers auxquels sont rattachés certains chercheurs spécifiques.</p> <p>Fondée en 1999, l'ARUC-ÉS est constituée de membres provenant tant du milieu universitaire que de différents milieux d'intervention impliqués dans le développement de l'économie sociale au Québec. Sa mission est d'analyser et de soutenir le développement de l'économie sociale.</p>	
Thématiques	<p>Voici une liste des thématiques de l'économie sociale explorées par l'ARUC-ÉS :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement local et régional ▪ Développement durable ▪ Financement et économie sociale ▪ Insertion et emploi ▪ Logement communautaire ▪ Service aux personnes ▪ Loisir et tourisme social ▪ Échanges et comparaisons internationales ▪ Évaluation sociale et systèmes d'information 	
Publications	<p>Une centaine de cahiers de recherche sont disponibles en ligne. De plus, l'alliance publie un bulletin qui apparaît quelques fois par année et que l'on peut consulter gratuitement via le site Internet de l'ARUC-ÉS. Il est également possible de commander diverses publications dont les résumés paraissent en ligne.</p>	
Sources de financement	<p>Le financement de l'ARUC-ÉS est assuré par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) dans le cadre du programme des Alliances de recherche universités-communautés, ainsi que par la contribution humaine et financière des universités suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Université du Québec à Montréal ▪ Université du Québec en Outaouais ▪ Université du Québec à Chicoutimi ▪ Université Concordia 	

	<p>et organisations partenaires suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Chantier de l'économie sociale ▪ Confédération des syndicats nationaux ▪ Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec ▪ Fondation (CSN) ▪ Fonds de solidarité FTQ ▪ Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)
--	---

14)	CHAIRE DE COOPERATION GUY-BERNIER	
Coordonnées	<p>Adresse postale :</p> <p>Université du Québec à Montréal Chaire de coopération Guy-Bernier Case postale 8888, succ. Centre-Ville Montréal (Québec) H3C 3P8</p> <p>Téléphone: (514) 987-8566 Télécopieur: (514) 987-8564 Courrier électronique: chaire.coop@uqam.ca Site Internet: http://www.er.uqam.ca/nobel/ccgb/</p> <p>Titulaire: Michel Séguin</p>	<p>Adresse civique :</p> <p>Université du Québec à Montréal Chaire de coopération Guy-Bernier 209, rue Sainte-Catherine Est, Local V-6405 Montréal (Québec) H2X 1L2</p>
Présentation	<p>La création, le 27 janvier 1987, de la Chaire de coopération Guy-Bernier est l'aboutissement d'un effort conjoint de l'UQAM, de la Fondation UQAM et de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec (FMO). La Chaire de coopération Guy-Bernier a permis d'accroître rapidement l'intérêt pour la recherche sur divers aspects des entreprises coopératives. Aujourd'hui, il en résulte l'existence d'un véritable centre d'intérêt académique dans le champ de la recherche et des études sur les coopératives, et en particulier les coopératives d'épargne et de crédit. La Chaire fait partie de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM. Elle compte sept chercheurs permanents, plus une vingtaine de professeurs et chercheurs associés.</p>	
Thématiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La spécificité des caisses populaires et leurs nouveaux défis. ▪ Les valeurs coopératives et le changement social ▪ L'éducation coopérative ▪ L'entreprise coopérative comme alternative pour le développement de l'emploi et des services 	
Publications	<p>Plus d'une centaine de cahiers de recherche ainsi que des résumés de colloques et de séminaires sont disponibles en ligne.</p>	
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fondation UQAM ▪ Fédération des caisses Desjardins du Québec 	

15)	CENTRE DE RECHERCHE SUR LES INNOVATIONS SOCIALES (CRISES)	
Coordonnées	<p>Adresse civique : Pavillon Saint-Denis, 10e étage 1290, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X 3J7</p> <p>Téléphone: (514) 987-3000, poste 4458 Télécopieur: (514) 987-6913 Courrier électronique: crises@uqam.ca Site Internet: http://www.cris.es.uqam.ca</p> <p>Directeur: Denis Harrison</p>	<p>Adresse postale : Université du Québec à Montréal C.P. 8888, succursale Centre-ville Montréal (Québec) H3C 3P8</p>
Présentation	<p>Le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) est une organisation interuniversitaire et pluridisciplinaire qui regroupe une soixantaine de chercheurs affiliés principalement à sept institutions de recherche au Québec. Ses membres sont de formations disciplinaires diversifiées (anthropologie, histoire, relations industrielles, sciences de la gestion, science économique, science politique, sociologie et travail social). Plusieurs des recherches sont réalisés en partenariat avec des acteurs socio-économiques. Les membres du CRISES sont au centre d'activités de réseautage avec la société civile et contribuent activement à des activités de transfert de connaissances vers la communauté.</p>	
Thématiques	<p>Les membres du CRISES étudient et analysent les innovations et les transformations sociales à partir de trois axes complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Axe innovations sociales et territoire, qui se concentre principalement sur les rôles des acteurs sociaux dans les recompositions territoriales contemporaines ▪ Axe innovations sociales et conditions de vie, qui analyse les innovations sociales visant l'amélioration des conditions de vie ▪ Axe innovations sociales, travail et emploi, dont les recherches portent sur l'organisation du travail, la régulation de l'emploi et la gouvernance des entreprises dans le secteur manufacturier, dans la fonction publique et dans l'économie du savoir 	
Publications	<p>Plus de 400 cahiers du CRISES ont été publiés, dont la grande majorité est disponible gratuitement en ligne. De plus, il est possible de recevoir le bulletin mensuel «Quoi de neuf au CRISES» en s'inscrivant à la liste d'envoi.</p>	
Sources de financement	<p>Le CRISES effectue en partenariat de nombreuses recherches et par conséquent les sources de financement de ces recherches sont multiples. Toutefois, les principales sources de financement pour les recherches du CRISES sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC) ▪ Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) ▪ Développement des ressources humaines Canada (DRHC) 	

16)	CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN ECONOMIE SOCIALE	
Coordonnées	Adresse civique : Université du Québec à Montréal Pavillon St-Denis, local AB-9200 1290, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X 3J7 Téléphone: (514) 987-3000, poste 2577 Télécopieur: (514) 987-6913 Courrier électronique: bouchard.marie@uqam.ca Site Internet: www.chaire.ecosoc.uqam.ca Titulaire: Marie J. Bouchard	Adresse postale : Université du Québec à Montréal Case postale 8888, succursale Centre-ville Montréal (Québec) H3C 3P8
Présentation	<p>La Chaire de recherche du Canada en économie sociale a été créée en octobre 2003. Cette chaire étudie l'innovation sociale produite dans l'économie sociale. Les transformations du marché et de l'État favorisent de nouvelles ouvertures pour l'économie sociale, pour répondre soit aux effets destructeurs du modèle de développement, soit comme témoin d'aspirations à participer à une alternative. Le but est de voir ce qui fait cohérence dans la contribution de l'économie sociale à la démocratisation du modèle de développement. Cette recherche jettera des ponts entre différentes disciplines des sciences sociales et de la gestion, et permettra, entre autres, d'évaluer le rôle des organisations de l'économie sociale dans le renouvellement des pratiques économiques et sociales contemporaines.</p> <p>Dans le but de mieux cerner le secteur de l'économie sociale au Québec et d'en suivre l'évolution dans le temps, la Chaire de recherche du Canada en économie sociale s'est donnée comme moyen la constitution d'un Système d'informations sur les organisations d'économie sociale (SIOÉS). Ce système d'informations, qui rassemble actuellement plus de 10 000 organisations provenant de plus de 150 sources différentes, vise à rendre possible la production de descriptions, d'analyses et d'interprétations de données statistiquement valides, comparatives et longitudinales sur l'économie sociale. Ceci permettra de mieux saisir le poids économique et social de ce secteur dans l'économie du Québec, dans sa totalité, par région ou par secteur, de même que d'effectuer des comparaisons avec les autres secteurs de l'économie ou avec d'autres provinces ou pays. Ces multiples possibilités offertes par le SIOÉS seront utiles tant sur le plan de la recherche fondamentale que sur celui de l'analyse des politiques publiques.</p>	
Thématiques	<p>Le premier grand objectif du programme de recherche est de rendre compte de l'innovation sociale produite dans l'économie sociale et de mieux comprendre sa place et son rôle dans les transformations sociales¹. Les travaux, dont près de la moitié sont conçus et réalisés en partenariat avec des acteurs du milieu, sont centrés sur deux principaux terrains d'étude, soit celui des services de proximité et celui des services collectifs. Par services de proximité, nous entendons le logement social communautaire mais aussi l'aide domestique, les cuisines collectives, les centres à la petite enfance, etc. Par services collectifs, nous entendons notamment les services de soutien au développement tels les institutions financières et les fonds de développement, mais également les dispositifs issus des politiques publiques ou sectorielles de développement de l'économie sociale, tels les groupes de ressources techniques, les corporations de développement économique communautaire, les fédérations, etc. Le programme de recherche de la chaire s'intéresse à la nouvelle économie sociale sous l'angle de trois problématiques²:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La gouvernance et l'intérêt général ▪ Le financement et le développement 	

¹ Ce thème recoupe celui de l'axe intégrateur (Interaxe) du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES).

² Mentionnons que ces trois problématiques ont aussi été identifiées par les partenaires membres de l'ARUC-Économie sociale comme étant les principaux enjeux du secteur pour les années à venir (ARUC-ÉS, 2001b).

	<ul style="list-style-type: none"> • L'évaluation socioéconomique <p>À terme, ce programme de recherche vise à voir ce qui fait cohérence dans la contribution de l'économie sociale au renouvellement et à la démocratisation du modèle de développement.</p> <p>Le second grand objectif poursuivi est de contribuer au renouvellement des connaissances au sujet des innovations sociales. À cet effet, le programme prévoit développer un dispositif de veille et de diffusion des connaissances sur les innovations sociales de l'économie sociale. La diffusion des innovations et leur généralisation peuvent être significatives du succès d'initiatives qui proviennent de la société civile et des mouvements sociaux. Mais ceci peut également exprimer un endossement tacite des failles institutionnelles du système dominant. Cette tension entre innovation et institutionnalisation dynamise l'ÉS en même temps qu'elle suscite des débats. L'un des buts visés par le programme de recherche est d'exercer une vigie sur les innovations sociales et de développer une expertise – construite conjointement avec les acteurs du milieu – concernant leur évaluation et leur diffusion. Un portail de l'économie sociale est en projet, conjointement avec l'ARUC-ÉS. Ce site électronique interactif vise à colliger et diffuser de l'information sur l'économie sociale au Québec (aux niveaux macro, micro et méso), ainsi qu'à recenser et mettre à jour les avancées théoriques concernant l'économie sociale. Ce portail vise à renforcer les liens au sein du réseau de l'économie sociale, et entre ce réseau et celui de la recherche universitaire. Il servira de fenêtre québécoise de l'économie sociale ouverte sur le monde. En ce sens, le programme de recherche se veut un élément de ce qui constitue un «système québécois d'innovation sociale en économie sociale».</p>
Publications	Les cahiers de recherche de la Chaire peuvent être consultés gratuitement en ligne. Un bulletin de veille mensuel sur la recherche en économie sociale est également disponible en ligne.
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> • Programme des chaires de recherche du Canada (CRSH) • Fondation canadienne de l'innovation (FCI) • Université du Québec à Montréal (UQÀM)

17)	CHAIRE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	
Coordonnées	<p>Adresse civique :</p> <p>Pavillon des sciences de la gestion Local R-2885 315, rue Sainte-Catherine Est Montréal (Québec) H2X 3X2</p> <p>Téléphone : (514) 987-3000, poste 6972 Télécopieur : (514) 987-3372 Courrier électronique : crsdd@uqam.ca Site Internet : http://www.crsdd.uqam.ca/</p> <p>Titulaire : Corinne Gendron</p>	<p>Adresse postale :</p> <p>École des sciences de la gestion Université du Québec à Montréal Case postale 8888, succursale Centre-ville Montréal (Québec) H3C 4R2</p>
Présentation	<p>La Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, autrefois appelée Chaire économie et humanisme, est un lieu d'échanges et de réflexion sur les questions d'éthique et de responsabilité sociale. Elle s'intéresse aux nouvelles régulations sociales dans le contexte de la mondialisation et aux innovations socio-économiques portées par les acteurs. Créée en 2000 et rattachée à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal, la Chaire a démarré officiellement ses activités en 2002. Elle rassemble six professeurs, une professionnelle de recherche et une trentaine d'étudiants.</p>	

Thématiques	<p>La recherche de la chaire s'articule autour de trois grands axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Responsabilité sociale de l'entreprise • Commerce équitable et nouveaux mouvements sociaux économiques • Développement durable, régulation et gestion environnementale
Publications	<p>Il est possible de recevoir gratuitement par courriel le bulletin d'information mensuel « Quoi de neuf » en s'abonnant à la liste d'envoi de la chaire. Par ailleurs, il n'est pas possible de consulter les publications de la chaire via le site Internet, tels que cahiers de recherche ou bulletins « Oeconomia Humana ».</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> • Le Mouvement Desjardins • Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) • Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC) • Sources privées (confidentielles)

18)	LABORATOIRE DE RECHERCHE SUR LES PRATIQUES ET LES POLITIQUES SOCIALES & ÉQUIPE DE RECHERCHE ÉCONOMIE SOCIALE, SANTE ET BIEN-ETRE (LAREPPS-ESSBE)	
Coordonnées	<p>Adresse civique :</p> <p>École de travail social Université du Québec à Montréal 455, boul. René-Lévesque Est Pavillon Thérèse-Casgrain (local W-4375) Montréal (Québec) H2L 4Y2</p> <p>Téléphone : (514) 987-3000, poste 8326 Télécopieur : (514) 987-4494 Courrier électronique : larepps@uqam.ca Site Internet : http://larepps.uqam.ca</p>	<p>Adresse postale :</p> <p>Case postale 8888 Succursale Centre-ville Montréal (Québec) H3C 3P8</p>
Présentation	<p>Le Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales, le LAREPPS, regroupe des chercheurs de quatre universités québécoises, des professionnels et des assistants de recherche. Ancré à l'école de travail social, à l'Université du Québec à Montréal, il est le siège, depuis 1997, de l'équipe Économie sociale, santé et bien-être (ÉSSBE).</p> <p>Onze chercheurs réguliers et vingt et un chercheurs collaborateurs composent l'équipe. Les chercheurs travaillent en partenariat avec des organismes non universitaires. Ces partenaires, intervenants et professionnels, ont une expertise relative à l'un ou l'autre des axes de recherche de l'équipe et proviennent du milieu communautaire et de l'économie sociale, du milieu syndical et du secteur public. Ils participent activement au développement et au suivi des projets de recherche ainsi qu'à la diffusion de leurs résultats.</p>	
Thématiques	<p>Visant à cerner les conditions d'émergence ainsi que la spécificité d'un modèle québécois de développement social dans le contexte particulier de la transformation de l'État-providence, le LAREPPS inscrit ses objets d'étude au niveau des pratiques et des politiques sociales, définies dans un sens large. Le modèle de référence se démarque des courants « fondamentalistes », qu'ils soient ultralibéraux ou étatistes. Son originalité serait plutôt de s'inscrire dans une alternative démocratique du développement social articulant économie sociale et économie publique.</p> <p>Suivant cette problématique générale, la programmation de la recherche du LAREPPS s'articule autour de quatre axes interdépendants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Services de proximité • Insertion 	

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Logement social ▪ Transversal (concerne le modèle québécois de politiques sociales dans le champ de la santé et du bien-être)
Publications	Près d'une centaine de cahiers de recherche ont été produits par le LAREPPS-ESSBE. Ceux publiés depuis l'an 2000 sont disponibles en ligne.
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC) ▪ Fonds institutionnel de recherche de l'UQAM

19)	RESEAU QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE PARTENARIALE EN ÉCONOMIE SOCIALE (RQRP-ÉS)	
Coordonnées	<p>Adresse postale :</p> <p>RQRP-ÉS Case postale 8888, succursale Centre-ville Montréal (Québec) H3C 3P8</p> <p>Téléphone : (514) 987-3000, poste 5699 Télécopieur : (514) 987-6913 Courrier électronique : aruc-es@uqam.ca Site Internet : http://www.aruc-es.uqam.ca/</p> <p>Codirecteurs : Jean-Marc Fontan et Nancy Neamtan Coordonnateur : Denis Bussièrès et Geneviève Sheilds</p>	<p>Adresse civique :</p> <p>Pavillon Saint-Denis 10e étage, local AB-10200 1290, rue St-Denis Montréal (Québec) H2X 3J7</p>
Présentation	<p>Ce centre de recherche s'inscrit dans le cadre du Programme de subventions liées à l'économie sociale du CRSH. S'inspirant fortement du modèle des Alliances de recherche universités-communautés (ARUC), ce programme vise à financer des équipes de chercheurs universitaires et de représentants d'organismes communautaires dans le domaine de l'économie sociale, en vue de favoriser le développement de la recherche, faciliter le réseautage et former des étudiants et chercheurs.</p> <p>Au Québec, c'est le projet présenté en 2005 par les partenaires de l'ARUC-ÉS qui a été accepté. Le RQRP-ÉS a donc été fondé de façon décentralisée dans huit régions du Québec : Abitibi-Témiscamingue, Outaouais, Estrie, Montréal, Mauricie, Québec, Saguenay—Lac-Saint-Jean et Bas-Saint-Laurent. Dans chaque région est mis en place un partenariat de recherche entre le pôle d'économie sociale et l'université de la région. Les universités participantes sont : l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, l'Université du Québec en Outaouais, l'Université de Sherbrooke, l'Université Concordia et l'Université du Québec à Montréal, l'Université du Québec à Trois-Rivières, l'Université Laval, l'Université du Québec à Chicoutimi, ainsi que l'Université du Québec à Rimouski.</p>	
Thématiques	<p>Les travaux mis en œuvre par le RQRP-ÉS répondront essentiellement à une grande question de recherche : en quoi l'économie sociale contribue-t-elle au développement de la société québécoise et de l'économie en général ? Cette question principale se déclinera en un ensemble de questions spécifiques visant à mieux connaître le secteur de l'économie sociale, ses besoins et ses impacts.</p>	
Publications	<p>De nombreux cahiers de recherche sont disponibles en ligne. De plus, les activités du RQRP-ÉS sont diffusées dans un bulletin d'information mensuel qu'il est possible de recevoir gratuitement sur inscription à la liste de diffusion. Enfin, d'autres documents sont aussi disponibles, notamment des portraits d'entreprises d'économie sociale.</p>	

Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conseil de recherche en science humaine du Canada (CRSH) ▪ Plusieurs universités québécoises (Université Concordia, Université du Québec à Montréal, Université du Québec à Chicoutimi, Université du Québec en Outaouais, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Université du Québec à Rimouski, Université du Québec à Trois-Rivières, Université de Sherbrooke, Université Laval).
-------------------------------	---

1.5.5 Université du Québec à Rimouski

20)	CENTRE DE RECHERCHE SUR LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL (CRDT)
Coordonnées	<p>Université du Québec à Rimouski 300, allée des Ursulines, C.P. 3300 Rimouski (Québec) G5L 3A1</p> <p>Téléphone : (418) 723-1986, poste 1642 Télécopieur : (418) 724-1847 Courrier électronique : bruno_jean@uqar.qc.ca Site Internet : http://www.uqar.qc.ca/crdt</p> <p>Directeur scientifique : Bruno Jean Codirecteurs : Marc-Urbain Proulx et Danielle Lafontaine</p>
Présentation	<p>Le Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT) est un regroupement stratégique reconnu depuis mai 2003 par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC). Il regroupe une dizaine de chercheurs et de chercheuses œuvrant dans le domaine du développement territorial. Les activités du CRDT visent l'accroissement des connaissances sur les différents aspects du développement territorial et régional au Québec et ailleurs dans le monde. Le CRDT constitue un milieu d'accueil stimulant et créatif pour la formation, l'encadrement ou le perfectionnement d'étudiants, de chercheurs, d'analystes ou de personnes intéressées par le domaine du développement territorial et régional.</p>
Thématiques	<p>Trois axes guident la recherche. Toutefois, certaines recherches sont effectuées dans un chantier transversal. Ces dernières portent surtout sur les outils méthodologiques du développement territorial.</p> <p>Axe 1 - Recompositions socio-territoriales et développement durable</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les recompositions et les formes socio-spatiales ▪ Les rapports urbains-ruraux ▪ Le développement territorial et l'environnement <p>Axe 2 - Dynamiques socio-productives et ancrage territorial</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les systèmes productifs territoriaux, l'économie matérielle et l'innovation ▪ Les dynamiques socio-culturelles ou associatives et l'innovation <p>Axe 3 - Gouvernance, territoires et politiques publiques</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La gouvernance et la participation citoyenne ▪ Les politiques publiques de développement local, régional, territorial et d'aménagement des territoires ▪ Les institutions et les dispositifs d'intégration territoriale
Publications	<p>Le centre a quelques publications jusqu'à présent, qui sont disponibles gratuitement en ligne.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC) ▪ Ministère du Développement économique, Innovation et Exportation (MDEIE)

1.5.6 Université du Québec en Outaouais

21)	ALLIANCE DE RECHERCHE UNIVERSITÉ-COMMUNAUTÉ-INNOVATION SOCIALE ET DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS (ARUC-ISDC)
Coordonnées	<p>Université du Québec en Outaouais 283 boul. Alexandre-Taché C.P. 1250, succursale Hull Gatineau, (Québec) J8X 3X7</p> <p>Téléphone : (819) 595-3900, poste 2326 Courriel : lucie.frechette@uqo.ca Site Internet : http://www.uqo.ca/aruc/themes/presentation.htm</p> <p>Directrice : Lucie Fréchette</p>
Présentation	<p>Regroupant 26 professeurs chercheurs, l'ARUC-ISDC examine les pratiques innovatrices des communautés locales et des régions en matière de développement de services de proximité, de création d'emplois, de formation de la main-d'œuvre locale et régionale et de revitalisation économique et sociale de milieux en difficulté.</p>
Thématiques	<p>La recherche s'effectue selon trois grands axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement social des communautés ▪ Développement socio-économique des communautés et des régions ▪ Développement local à l'international
Publications	<p>L'ARUC-ISDC publie trois fois par année un bulletin d'information, l'Info-Aruc. Des ouvrages et plusieurs cahiers de recherche sont également publiés périodiquement. Certains de ces cahiers sont disponibles gratuitement en ligne.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conseil de recherche en science humaine du Canada (CRSH)

22)	CENTRE D'ÉTUDE ET DE RECHERCHE EN INTERVENTION SOCIALE (CÉRIS)
Coordonnées	<p>Université du Québec en Outaouais a/s Katerine Larouche, assistante à la coordination C.P. 1250, succursale Hull Gatineau (Québec) J8X 3X7</p> <p>Téléphone : (819) 595-3900, poste 2291 Télécopieur : (819) 595-2227 Courrier électronique : ceris@uqo.ca Site Internet : http://w3.uqo.ca/ceris/</p> <p>Coordonnatrice : Lucie Fréchette</p>
Présentation	<p>Né au début des années 1990 sous l'impulsion de professeurs de travail social de l'UQO, le Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS) est reconnu officiellement en août 1993. Le CÉRIS offre un milieu favorisant les échanges intellectuels, stimule la recherche et fournit des moyens et des outils facilitant le travail des chercheurs et de leurs assistants et assistantes. Le centre de recherche regroupe une douzaine de chercheurs de diverses disciplines des sciences humaines et sociales.</p>
Thématiques	<p>Le champ d'exploration du CÉRIS couvre un spectre assez large de sujets. Évidemment, la recherche concerne la pratique sociale. Plusieurs études portent sur les pratiques sociales dans la région de l'Outaouais. Voici quelques thèmes importants de la recherche au CÉRIS :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pratiques sociales et politiques publiques ▪ Développement local ▪ Économie sociale ▪ Intervention sociale
Publications	<p>Les publications ne sont pas disponibles en ligne, mais il est possible de les commander via le site Internet.</p> <p>Depuis 1998, la CRDC et le CÉRIS abritent la revue <i>Économie et Solidarités</i> du CIRIEC Canada dans le cadre d'un protocole d'entente entre l'Université du Québec et le CIRIEC Canada.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonds institutionnel pour la recherche (FIR) ▪ Vice-rectorat de l'enseignement et de la recherche de l'Université du Québec en Outaouais (VRER)

23)	CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS (CRDC)
Coordonnées	<p>Université du Québec en Outaouais Case postale 1250, succursale Hull Gatineau (Québec) J8X 3X7</p> <p>Téléphone : (819) 595-3900, poste 2291 Télécopieur : (819) 595-2227 ou 2384 Courrier électronique : ceris3@uqo.ca ou crdc@uqo.ca Site Internet : http://www.uqo.ca/crdc-geris/</p> <p>Titulaire : Louis Favreau</p>
Présentation	<p>La Chaire de recherche en développement des collectivités (connue anciennement sous le nom de la Chaire de recherche en développement communautaire) a démarré ses activités en 1995. Elle a été reconnue comme Chaire de recherche du Canada en 2002. Elle a comme finalité de contribuer à l'avancement de la théorie et des pratiques de développement des collectivités (développement local et régional, organisation communautaire, nouvelle économie sociale et politiques publiques) à partir d'un ensemble d'activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ de recherche ▪ de formation et de conception de matériel pédagogique ▪ de diffusion des connaissances ▪ de services à la communauté <p>La CRDC est composée d'une équipe multidisciplinaire (sociologie, géographie, histoire, travail social, relations industrielles...) comptant une dizaine de chercheurs de l'UQO et de nombreux membres associés, tant au Québec qu'ailleurs dans le monde.</p>
Thématiques	<p>Les travaux de recherche de la Chaire se font à l'échelle du Québec, du Canada et des Amériques de même qu'à l'échelle internationale dans une perspective Nord-Sud. Ils portent sur la place qu'occupe le territoire et les collectivités locales dans le développement économique et social, particulièrement sur le registre des pratiques innovantes de création de richesses (en économie sociale, en organisation communautaire, en développement local et en développement régional) et sur celui des nouvelles politiques publiques de développement.</p> <p>La CRDC organise son programme de travail autour des quatre chantiers suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le développement local et régional : les systèmes locaux de production, les gouvernances territoriales, les économies locales, l'apport des TPE, la diversification socio-économique régionale, etc. ; ▪ L'organisation communautaire : les associations de défense des droits au sein des collectivités locales, la capacité des services collectifs de proximité à satisfaire de nouveaux besoins, les difficultés et les conditions d'une participation citoyenne locale, etc. ; ▪ La nouvelle économie sociale : les entreprises et services de cette économie sociale dans des secteurs comme la petite enfance, la récupération et du recyclage, la gestion intégrée des forêts, l'écotourisme, etc. ; les conditions d'émergence de ces initiatives ; la dynamique au sein de ces entreprises sociales ; les conditions de leur développement et de leur expansion, etc. ; ▪ Les politiques publiques : en matière de développement local et régional, d'économie sociale, d'action communautaire, etc.

Publications	Plusieurs publications sont disponibles en ligne, tels des cahiers de recherche, livres, mémoires et thèses et papiers de conférences. Depuis 1998, la CRDC et le CÉRIS abritent la revue <i>Économie et Solidarités</i> du CIRIEC Canada dans le cadre d'un protocole d'entente entre l'Université du Québec et le CIRIEC Canada.
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH)

24)	OBSERVATOIRE EN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL
Coordonnées	<p>Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) Université du Québec en Outaouais 283 boul. Alexandre-Taché Case postale 1250, succursale Hull Gatineau (Québec) J8X 3X7</p> <p>Téléphone : (819) 595-3900, poste 2296 Courriel : crdc2@uqo.ca Site Internet : http://www.uqo.ca/observer</p> <p>Édimestre et Webmestre de l'Observatoire : Chantale Doucet</p>
Présentation	L'Observatoire en développement régional est né d'un partenariat entre la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), du Conseil régional de développement de l'Outaouais (CRDO) et du Centre de recherche en développement territorial (CRDT). Il constitue un lieu virtuel dans lequel la communauté outaouaise et tout particulièrement les intervenants et les décideurs locaux et régionaux ainsi que les étudiants à la maîtrise en développement régional de l'UQO pourront s'alimenter, s'informer et échanger sur le développement régional. L'Observatoire est d'abord centré sur les travaux de la CRDC, mais aussi sur les expériences de la région de l'Outaouais et de ses collectivités.
Thématiques	<p>Les recherches portent autant sur le développement régional en Outaouais, qu'au Québec ou dans le monde (notamment dans un rapport Nord/Sud). Les thématiques de recherche sont principalement les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Portraits de l'économie régionale Démographie Économie et emploi Développement social Développement durable Gouvernance Développement local Tourisme et loisir Aménagement du territoire Conceptualisation, problématique et théorie : développement régional, réingénierie de l'État québécois, économie sociale et développement local

Publications	On peut s'inscrire gratuitement au Bulletin de l'Observatoire via le site Internet, publié à tous les trois mois. Ce bulletin contient des renseignements sur les nouveautés en matière d'économie sociale et de développement régional en Outaouais, au Québec et ailleurs dans le monde.
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) ▪ Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CRÉO)

25)	OBSERVATOIRE EN ÉCONOMIE SOCIALE DE L'OUTAOUAIS
Coordonnées	<p>Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) Université du Québec en Outaouais Case postale 1250, succursale Hull Gatineau (Québec) J8X 3X7</p> <p>Téléphone : (819) 595-3900, poste 2296 Courrier électronique : crdc2@uqo.ca Site Internet : http://www.uqo.ca/observer/OrganisationCommunautaire/DevSocial/Innovation.htm</p>
Présentation	L'Observatoire en économie sociale et en développement régional est un lieu de référence pour s'alimenter et échanger sur l'évolution des dynamiques de changement en Outaouais. L'Observatoire mise principalement sur les travaux de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), et sur les expériences innovatrices dans ces domaines. L'Observatoire est né d'un partenariat entre le CRDC, le Centre de recherche en développement territorial de l'UQO et du Conseil régional de développement de l'Outaouais (CRDO). Une dizaine de professeurs associés à la CRDC participent aux recherches de l'Observatoire.
Thématiques	<p>Les recherches sont divisées en 4 thèmes généraux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'économie sociale en Outaouais ▪ L'économie sociale au Québec ▪ L'économie sociale dans le monde ▪ Économie sociale : conceptualisation, problématique et théorie
Publications	De multiples publications sont répertoriées sur le site Internet, dont plusieurs sont téléchargeables. De plus, il est possible de recevoir gratuitement par courriel le bulletin d'information trimestriel en s'abonnant à la liste d'envoi de l'Observatoire. Il est aussi possible de consulter les bulletins antérieurs via le site Internet.
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) ▪ Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CRÉO)

1.5.7 Université Laval

26)	CENTRE DE RECHERCHE, D'INFORMATION ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE (CRIDÉS)
Coordonnées	<p>École de service social Université Laval Québec, Qc G1K 7P4</p> <p>Téléphone : 418-656-2131 poste 3499 Télécopieur : 418-656-3567 Courriel : crides@crides.ulaval.ca Site Internet : www.crides.ulaval.ca/</p> <p>Coresponsables : Michel Desrosiers et Yvan Comeau</p>
Présentation	<p>Depuis octobre 2005, le CRIDÉS regroupe des chercheuses et chercheurs de l'Université Laval et de l'ÉNAP à Québec ainsi que des représentantes et représentants d'organisations des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches partageant un intérêt commun pour l'économie sociale et solidaire. Les activités du Centre ont pour but la production et la diffusion de connaissances fondamentales et appliquées en économie sociale et solidaire, utiles autant pour les décideurs et ses promoteurs que pour les citoyennes et les citoyens qui y sont impliqués au quotidien. La gestion quotidienne du CRIDÉS est assumée par une direction bipartite qui reflète la composition de l'assemblée des membres : une ou un coresponsable désigné par les chercheuses et chercheurs réguliers, et une ou un coresponsable désignées par les personnes représentant les organisations d'économie sociale.</p>
Thématiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La vitalité associative et économique de l'économie solidaire ▪ Les opportunités et contraintes des territoires sur les plans national, provincial et local ▪ L'influence des cadres réglementaires et juridiques sur l'économie solidaire ▪ Les retombées et les impacts de l'économie solidaire ▪ Les effets des créneaux d'activités sur l'économie solidaire ▪ L'émergence, le développement et la pérennité de l'économie solidaire ▪ Les acteurs de l'économie solidaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches
Publications	<p>Les Cahiers du CRIDÉS et autres publications sont disponibles en ligne.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CRSH, programme de subventions liées à l'économie sociale, par l'entremise du Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale ▪ Université Laval, Bureau du développement de la recherche

1.6 Saskatchewan

1.6.1 Université de la Saskatchewan

27)	CENTER FOR THE STUDY OF CO-OPERATIVES
Coordonnées	<p>101 Diefenbaker Place University of Saskatchewan Saskatoon (Saskatchewan) S7N 5B8</p> <p>Téléphone : (306) 966-8509 Télécopieur : (306) 966-8517 Courrier électronique : coop.studies@usask.ca Site Internet : http://www.usaskstudies.coop/</p> <p>Directrice : Lou Hammond Ketelson</p>
Présentation	<p>Fondé en 1984, le Centre est un institut multidisciplinaire d'enseignement et de recherche de l'Université de Saskatchewan. Un des objectifs du centre est de développer et d'offrir des cours universitaires qui visent la compréhension de la théorie, des principes, du développement, des structures et de la législation des coopératives. Un autre de ses objectifs est d'entreprendre des projets de recherche originaux sur les coopératives et de les mettre à la disposition du public dans un centre de ressources sur les coopératives. Le centre emploie une dizaine de personnes incluant professeurs, assistants et techniciens de support.</p>
Thématiques	<p>Toutes les thématiques explorées concernent les coopératives :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Coopératives agricoles ▪ Principes d'adhésion aux coopératives ▪ Coopératives en Saskatchewan ▪ Les coopératives de la nouvelle génération ▪ Relations de travail dans les coopératives ▪ Coopératives d'enseignement ▪ Coopératives financières
Publications	<p>Le centre a publié près d'une centaine de recherches sur les coopératives, dont un grand nombre est accessible gratuitement en ligne.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'Université de Saskatchewan ▪ Grandes coopératives nationales (Credit Union Central of Saskatchewan, Saskatchewan Wheat Pool, Federated Co-operatives Ltd., Concentra Financial, The Co-operators, and the CUMIS Group) ▪ Gouvernement de la Saskatchewan

28)	COMMUNITY UNIVERSITY INSTITUTE FOR SOCIAL RESEARCH (CUISR)
Coordonnées	<p>University of Saskatchewan R.J.D. Williams Building 432 - 221 Cumberland Avenue Saskatoon (Saskatchewan) S7N 1M3</p> <p>Téléphone : (306) 966-2121 Télécopieur : (306) 966-2122 Courrier électronique : cuisr.oncampus@usask.ca Site Internet : http://www.usask.ca/cuisr/</p> <p>Co-directeurs : Louise Clark et Bill Holden Coordonnatrice : Carmen Dyck</p>
Présentation	<p>Le CUISR est un centre de recherche partenarial composé d'une douzaine de chercheurs qui proviennent à la fois de communautés de la Saskatchewan et de l'Université de la Saskatchewan. La recherche qui y est effectuée est une recherche basée sur la communauté. Le but du CUISR est de bâtir les capacités des chercheurs, des organisations communautaires, et de façon plus générale, d'augmenter la qualité de vie dans la communauté. La recherche doit mener, entre autres, à éclairer les politiques des gouvernements sur les enjeux sociaux que connaissent les communautés.</p>
Thématiques	<p>Le CUISR mène des recherches s'inscrivant dans trois axes généraux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Politiques sur la santé et les facteurs influençant la santé de la communauté ▪ Développement économique communautaire ▪ Indicateurs de la qualité de vie
Publications	<p>Plusieurs publications accessibles gratuitement en ligne.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC) ▪ University de Saskatchewan ▪ Municipalité de Saskatoon ▪ Quint Development Corporation ▪ Gouvernement de Saskatchewan ▪ Saskatoon StarPhoenix

29)	LINKING, LEARNING, LEVERAGING: SOCIAL ENTERPRISES, KNOWLEDGEABLE ECONOMIES AND SUSTAINABLE COMMUNITIES
Coordonnées	<p>101 Diefenbaker Place University of Saskatchewan Saskatoon (Saskatchewan) S7N 5B8</p> <p>Téléphone: (306) 966-8509 Télécopieur : (306) 966-8517 Courrier électronique: hammondk@commerce.usask.ca Site Internet : http://usaskstudies.coop/socialeconomy/</p> <p>Directrice : Lou Hammond Ketilson Coordonnatrice: Heather Acton</p>
Présentation	<p>Ce centre de recherche s'inscrit dans le cadre du Programme de subventions liées à l'économie sociale du CRSH. S'inspirant fortement du modèle des Alliances de recherche universités-communautés (ARUC), ce programme vise à financer des équipes de chercheurs universitaires et de représentants d'organismes communautaires dans le domaine de l'économie sociale, en vue de favoriser le développement de la recherche, faciliter le réseautage et former des étudiants et chercheurs.</p> <p>Le centre régional de recherche des Prairies et du Nord de l'Ontario est formé d'une équipe multidisciplinaire regroupant des chercheurs et universitaires du Centre for the Study of Co-operatives et du Community-University Institute for Social Research (CUISR), ainsi que des représentants de la communauté.</p> <p>L'objectif global du centre est d'analyser l'évolution de l'économie sociale – dans quels secteurs cette dernière s'est-elle développée ? Quels en sont les impacts ? Quels sont ses besoins ? – en vue de dégager un savoir et d'en favoriser l'application au niveau des politiques publiques au Canada.</p>
Thématiques	<p>De cet objectif général découlent cinq axes de recherche principaux, qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement des entreprises d'économie sociale ▪ Stratégies de financement adaptées aux entreprises d'économie sociale ▪ Gouvernance des entreprises d'économie sociale ▪ Évaluation des impacts de l'économie sociale ▪ Développement du cadre politique entourant l'économie sociale
Publications	<p>Deux bulletins sont disponibles en ligne.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC) ▪ University of Saskatchewan

1.7 Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

1.7.1 Yukon College

30)	SOCIAL ECONOMY RESEARCH NETWORK OF NORTHERN CANADA
Coordonnées	<p>Northern Research Institute Yukon College 500 College Drive, PO Box 2799 Whitehorse (Yukon) Y1A 5K4</p> <p>Téléphone : (807) 343-8110 Télécopieur : (807) 343-8023 Courriel électronique : csouthco@lakeheadu.ca Site Internet : http://dl1.yukoncollege.yk.ca/sernoca/</p> <p>Directeur : Chris Southcott Coordonnatrice : Valoree Walker</p>
Présentation	<p>Ce centre de recherche s'inscrit dans le cadre du Programme de subventions liées à l'économie sociale du CRSH. S'inspirant fortement du modèle des Alliances de recherche universités-communautés (ARUC), ce programme vise à financer des équipes de chercheurs universitaires et de représentants d'organismes communautaires dans le domaine de l'économie sociale, en vue de favoriser le développement de la recherche, faciliter le réseautage et former des étudiants et chercheurs.</p> <p>L'Alliance de recherche du Nord du Canada en économie sociale établit une association entre les trois collèges des territoires nordiques canadiens et leurs institutions de recherche respectives. Elle vise à bâtir un réseau de chercheurs travaillant dans le Nord du Canada avec des étudiants, des organismes communautaires et des établissements scolaires de la région. Concrètement, elle se structure autour de trois sous-centres (un par territoire), regroupés autour de l'unité de coordination basée au Collège du Yukon.</p> <p>L'objectif global des recherches menées par le centre est d'aider les populations du Nord du Canada à développer des stratégies sociales et économiques alternatives pour favoriser le développement de leur région.</p>
Thématiques	<p>L'Alliance s'articule autour de quatre axes de recherche principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Profil de l'économie sociale dans la région du Nord canadien : description, conceptualisation et évaluation ▪ Exploitation des ressources naturelles et économie sociale dans le Nord du Canada : étude des impacts passés, présents et potentiels des différents régimes d'exploitation des ressources sur le développement économique régional et sur l'évolution des programmes gouvernementaux ▪ État et économie sociale dans le Nord canadien : évolution des impacts de l'État et des politiques publiques dans le développement socioéconomique de la région ▪ Populations autochtones et économie sociale : étude des relations particulières les unissant
Publications	<p>Un bulletin et des documents de présentations données par les chercheurs sont disponibles en ligne.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) ▪ Yukon College

2. ASSOCIATIONS ET RÉSEAUX SCIENTIFIQUES

2.1 Canadian Association for Studies in Co-operation (CASC)

31)	CANADIAN ASSOCIATION FOR STUDIES IN CO-OPERATION (CASC)
Coordonnées	<p>Courrier électronique : casc@coopresearch.coop Site Internet : http://www.coopresearch.coop/</p> <p>Présidente : Catherine Leviten-Reid</p>
Présentation	<p>L'Association canadienne des études en coopération est une organisation à but non lucratif constituée de chercheurs bénévoles et d'intervenants intéressés au sujet des coopératives. Elle est un réseau multidisciplinaire de chercheurs dont le travail consiste à faire la promotion de la recherche sur les coopératives et à faciliter les contacts entre les différents chercheurs nationaux et internationaux sur le sujet.</p> <p>Le but de l'association est d'étudier tous les aspects de la coopération et des entreprises coopératives. L'association se rencontre annuellement au Congrès des Sciences humaines du Canada.</p>
Thématiques	<p>Les recherches au CASC sont divisées en plusieurs thèmes reliés aux coopératives. Voici les principaux critères qui guident la recherche :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Économie agricole (marketing, politiques et institutions) ▪ Recherche sociologique des coopératives (développement communautaire, participation des membres, sociologie rurale) ▪ Autres disciplines : gestion, histoire, science politique, éducation aux adultes ▪ Thèmes interdisciplinaires : rôle de l'État, les femmes dans les coopératives, démocratie organisationnelle et développement international
Publications	<p>Aucune publication n'a été produite officiellement par le CASC jusqu'à maintenant, bien que l'association ait réalisé plusieurs recherches.</p>
Sources de financement	<p>L'association fonctionne surtout sur une base bénévole, la recherche qui y est produite s'appuie sur des fonds de recherche pour étudiants et des levées de fonds.</p>

2.2 Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada)

32)	CENTRE INTERDISCIPLINAIRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LES ENTREPRISES COLLECTIVES (CIRIEC-CANADA)
Coordonnées	<p>Madame Suzanne Poirier Complexe Saint-Charles 1111, rue Saint-Charles Ouest Tour est, bureau 135-15 Longueuil (Québec) J4K 5G4</p> <p>Téléphone : (450) 463-1835, poste 61871 Télécopieur : (450) 670-1959 Courrier électronique : CIRIEC-Canada@USherbrooke.ca Site Internet : http://www.ciriec.uqam.ca/</p> <p>Président : Léopold Beaulieu</p>
Présentation	<p>Le CIRIEC-Canada est une association scientifique sans but lucratif qui s'intéresse à toutes les formes d'organisations et d'activités économiques orientées vers l'intérêt général ou collectif. Il a été fondé en 1967, comme section nationale du Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative dont le siège est à Liège (Belgique) et qui a été créé en 1947. Ses membres comptent à la fois des organismes, des chercheurs de tout ordre (professeurs, professionnels de recherche, étudiants) et des praticiens. Que ce soit à partir de la recherche, de la formation, de la diffusion ou de l'intervention, le CIRIEC-Canada vise à contribuer au développement de cette forme d'activité économique en apportant, à son développement, un soutien éclairé et critique. À cette fin, le CIRIEC-Canada vise :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ à regrouper les universitaires (professeurs, chercheurs et étudiants) ainsi que toutes autres personnes, associations, entreprises, institutions ou organisations intéressées aux entreprises publiques, coopératives et sociales ; ▪ à instituer des partenariats dynamiques et productifs entre les milieux de la recherche et de l'enseignement et ceux de la pratique et des entreprises ; ▪ à susciter, soutenir et diffuser des recherches, des échanges et des initiatives engageant une ou plusieurs disciplines scientifiques dans le domaine concerné ; ▪ à permettre au plus grand nombre possible de ses membres de participer aux échanges, travaux et forums nationaux et internationaux ; ▪ à favoriser et à soutenir, dans la mesure de ses possibilités, le développement et la diffusion des connaissances touchant les divers aspects de l'économie publique, coopérative et sociale
Thématiques	<p>La recherche au CIRIEC tourne spécifiquement autour de l'économie collective. Les deux grandes sections de l'économie collective sont l'économie publique et l'économie sociale.</p>
Publications	<p>Le CIRIEC-Canada produit la revue <i>Économie et Solidarités</i>, qui est abritée par le CRDC et le CÉRIS. Son contenu porte sur les caractéristiques de l'économie sociale, sur son rôle comme agent de développement socio-économique, sur sa gestion, sur les secteurs d'activité où elle est engagée et sur l'analyse comparative internationale de son émergence et de son développement.</p> <p>Des cahiers de recherche et d'autres publications sont également disponibles en ligne.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cotisations des membres

3. RÉSEAUX, REGROUPEMENTS ET ORGANISMES DE PARTENARIAT

3.1 Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC)

33)	COMITE SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE ÉCONOMIE SOCIALE ET ACTION COMMUNAUTAIRE (CSMO-ÉSAC)
Coordonnées	<p>4200, rue Adam Montréal (Québec) H1V 1S9</p> <p>Téléphone : (514) 259-7714 Télécopieur : (514) 259-7189 Courrier électronique : info@csmoesac.qc.ca Site Internet : http://www.csmoesac.qc.ca/</p> <p>Directrice générale : Céline Charpentier</p>
Présentation	<p>Créé en 1997, le Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC) a pour mission de favoriser et de consolider la concertation et le partenariat afin de résoudre les problèmes de main-d'œuvre du secteur. Il vise à assurer une connaissance approfondie du marché du travail et l'élaboration de stratégies d'action et de formation continue en économie sociale et en action communautaire.</p> <p>Organisme à but non lucratif, le CSMO Économie sociale et action communautaire a été constitué en prenant en compte les spécificités du secteur : la diversité de sa main-d'œuvre et de ses activités, la nature collective des entreprises et des organismes, son enracinement dans l'ensemble des régions du Québec. De plus, le CSMO-ÉSAC accorde une importance particulière au caractère distinctif de l'économie sociale et de l'action communautaire : les valeurs qui l'animent, soit la gestion démocratique, la primauté des personnes et du travail sur le capital, l'équité, la solidarité et le développement durable des collectivités.</p>
Thématiques	<p>Les thématiques de recherche sont établies en fonction des priorités identifiées en collaboration avec Emploi Québec. Au début de 2007, les activités de recherche sont principalement orientées vers les centres de la petite enfance. Mais, de façon générale, les thématiques rejoignent les champs exploratoires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Action communautaire ▪ Coopérative de travail ▪ Économie sociale ▪ Outils pédagogiques ▪ Études régionales
Publications	<p>La recherche n'est qu'un des volets du CSMO-ÉSAC. Le cahier d'information, <i>L'économie sociale en mouvement</i>, co-édité avec le RISQ et le Chantier de l'économie sociale, est publié de façon bimensuelle. Ce cahier vise à faire connaître plus largement les réalisations des acteurs de l'économie sociale ainsi que les défis et les enjeux qui les concernent. Pour chaque sujet traité, une attention particulière est apportée à la main-d'oeuvre. Chaque cahier porte sur une thématique particulière. Un peu plus d'une dizaine d'autres publications sont affichées sur le site Internet.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Emploi Québec

3.2 Canadian Co-Operative Association (CCA)

34)	CANADIAN CO-OPERATIVE ASSOCIATION (CCA)
Coordonnées	Co-operative House 275 Bank Street Suite 400 Ottawa (Ontario) K2P 2L6 Téléphone : (613) 238-6711 Télécopieur : (613) 567-0658 Courrier électronique : info@coopscanada.coop Site Internet : http://www.coopscanada.coop/ Président : Dave Sitaram
Présentation	<p>Le CCA est un organisme, né à la fin des années 1970, qui représente un grand nombre de coopératives et de fédérations de coopératives canadiennes auprès de diverses instances et qui assure la promotion de leur développement. Ses membres comptent plusieurs fédérations de coopératives de secteurs divers (finances, assurances, agro-alimentaire, vente en gros et au détail, habitation, santé et services). Leur mission est d'offrir leur leadership afin de promouvoir, d'unir et de développer les coopératives et sociétés de crédit mutuelles. Ils ont aussi un volet de coopération internationale et ont participé à des projets dans plus de quarante pays. Le CCA compte plusieurs dizaines d'employés. Toutefois, la recherche n'étant qu'une activité secondaire, les employés affectés à cette activité sont peu nombreux.</p>
Thématiques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement coopératif ▪ Entrepreneuriat coopératif ▪ Coopération et vie communautaire ▪ Enjeux et perspectives d'avenir pour les coopératives ▪ La gestion financière dans les entreprises coopératives
Publications	<p>Différents bulletins de nouvelles sont accessibles gratuitement en ligne :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Co-operative News Briefs</i> ▪ <i>International Development Digest</i> ▪ <i>International Dispatch</i> ▪ <i>Governance Matters</i> <p>De nombreux autres documents, notamment des rapports de recherche et du matériel pédagogique, sont également disponibles.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fonds canadien d'adaptation et de développement rural (FCADR) ▪ Cotisations des coopératives membres ▪ Campagnes de financement

3.3 Chantier de l'économie sociale

35)	CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
Coordonnées	<p>4200, rue Adam Montréal (Québec) H1V 1S9</p> <p>Téléphone : (514) 899-9916 Sans frais au Canada : 1-888-251-3255 Télécopieur : (514) 899-0114 Courrier électronique : ecosoci@chantier.qc.ca Site Internet : http://www.chantier.qc.ca/</p> <p>Présidente-Directrice générale : Nancy Neamtan</p>
Présentation	<p>Le Chantier de l'économie sociale est devenu, lors de son assemblée générale de fondation, en avril 1999, une corporation autonome à but non lucratif. L'équipe du Chantier compte une douzaine d'employés dont une certaine partie est affectée à la recherche.</p> <p>La principale mission du Chantier de l'économie sociale est de promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante de la structure socio-économique du Québec et ce faisant, de faire reconnaître le caractère pluriel de notre économie. Le Chantier travaille ainsi à favoriser et à soutenir l'émergence, le développement et la consolidation d'entreprises et d'organismes d'économie sociale dans un ensemble de secteurs de l'économie. Ces entreprises collectives apportent une réponse originale aux besoins de leur communauté et créent des emplois durables. Le Chantier est une organisation parapluie représentant les différents acteurs en économie sociale.</p> <p>Les mandats du Chantier de l'économie sociale sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La promotion ▪ La représentation sur le plan national et international ▪ Le soutien à la consolidation, à l'expérimentation et au développement de nouveaux créneaux et projets ▪ La concertation des divers acteurs de l'économie sociale
Thématiques	<p>Divers thèmes relatifs à l'économie sociale sont explorés. On y retrouve à la fois des recherches théoriques, des mémoires déposés aux gouvernements et des études de cas. De plus, beaucoup de réflexions sur le rôle et l'évolution de l'économie sociale au Québec sont présentes dans les recherches du Chantier.</p>
Publications	<p>La recherche n'est pas l'activité première du Chantier, sauf que ce secteur reste très prolifique pour cet organisme. Les publications sont disponibles gratuitement en ligne.</p>
Sources de financement	<p>La recherche au Chantier de l'économie sociale est subventionnée principalement par les différents organismes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Gouvernement du Québec ▪ Développement économique Canada (DEC) ▪ Fondation Mc Connell

3.4 Conseil Canadien de la Coopération (CCC)

36)	CONSEIL CANADIEN DE LA COOPÉRATION (CCC)
Coordonnées	<p>275, rue Bank, 4e étage Ottawa (Ontario) K2P 2L6</p> <p>Téléphone : (613) 789-5492 Télécopieur : (613) 789-0743 Courrier électronique : info@ccc.coop Site Internet : http://www.ccc.coop</p> <p>Directrice générale : Brigitte Gagné</p>
Présentation	<p>Fondé en 1946, le Conseil Canadien de la Coopération est une organisation nationale qui regroupe aujourd'hui huit conseils provinciaux de la coopération, représentant plus de 8 millions de coopératrices et de coopérateurs francophones dans plus de 3 402 coopératives, dont les actifs consolidés atteignaient près de 100 milliards de dollars au 31 décembre 2003. Le CCC compte cinq employés.</p> <p>Le CCC a pour mission de promouvoir la coopération, par son rôle de porte-parole agissant du mouvement coopératif francophone au Canada, en vue du développement socio-économique des communautés francophones. Pour réaliser sa mission, le CCC fait la promotion de l'idéologie et de la formule coopérative auprès des gouvernements, d'autres regroupements nationaux et de la population en général, en y travaillant de concert avec ses membres.</p>
Thématiques	<p>Idéalement, les publications du CCC touchent à tout ce qui concerne les coopératives canadiennes francophones. Toutefois, vu leurs moyens restreints, seulement certains thèmes spécifiques ont été explorés tels que ceux des coopératives en milieu autochtone et des perceptions de la coopération chez la population canadienne.</p>
Publications	<p>Le CCC publie annuellement un Répertoire de la coopération, qui est un annuaire complet des coopératives francophones au Canada. Ce répertoire ne se trouve pas en ligne, mais peut être commandé. Toutefois, quelques rapports de recherche sont accessibles gratuitement en ligne.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cotisations des membres ▪ Gouvernement du Canada ▪ Fonds canadien d'adaptation et de développement rural ▪ Initiative canadienne des collectivités rurales agricoles (ICCRA)

3.5 Conseil Québécois de la Coopération et de la Mutualité (CQCM)

37)	CONSEIL QUÉBÉCOIS DE LA COOPÉRATION ET DE LA MUTUALITÉ (CQCM)
Coordonnées	<p>5955, rue Saint-Laurent, bureau 204 Lévis (Québec) G6V 3P5</p> <p>Téléphone : (418) 835-3710 Télécopieur : (418) 835-6322 Courrier électronique : info@coopquebec.coop Site Internet : http://www.coopquebec.coop/</p> <p>Directrice générale : Hélène Simard</p>
Présentation	<p>Le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité a pour mission de participer au développement social et économique du Québec en favorisant le plein épanouissement du mouvement coopératif québécois et ce, en accord avec les principes et les valeurs de Alliance coopérative internationale. Pour réaliser cette mission, il :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ organise la concertation entre les secteurs coopératifs et avec leurs partenaires ▪ effectue la représentation et défend les intérêts de l'ensemble du mouvement coopératif québécois ▪ favorise le développement coopératif afin de multiplier les effets bénéfiques de la coopération pour ses membres et pour la population <p>Pour remplir efficacement sa mission, les responsabilités qu'il exerce sont regroupées autour de trois axes ou rôles principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ la concertation ▪ la représentation ▪ le développement
Thématiques	<p>Les thématiques étudiées concernent de manière générale les pratiques coopératives. Mais parmi celles-ci on retrouve plus précisément les thèmes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Santé ▪ Conciliation travail-famille ▪ Droit associatif
Publications	<p>Le bulletin électronique <i>Coop Mutuelle Québec</i> et le journal <i>Réseaux</i> sont disponibles en ligne.</p> <p>De nombreuses publications sont aussi disponibles gratuitement, notamment des mémoires, rapports annuels, ainsi que la revue <i>Présence coopérative</i>, publiée plusieurs fois par année.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mouvement Desjardins ▪ Cotisations des membres ▪ Conseil canadien de la coopération (CCC) ▪ Secrétariat aux coopératives du Canada ▪ Gouvernement du Québec

3.6 Réseau Canadien de Développement Économique Communautaire (RCDÉC)

38)	RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE (RCDÉC)	
Coordonnées	<p>620, rue View, bureau 211 Victoria (Colombie-Britannique) V8W 1J6</p> <p>Téléphone: (250) 386-9980 Sans frais au Canada : 1-877-202-2268 (sans frais) Télécopieur: (250)386-9984 Courrier électronique : info@ccednet-rcdec.ca Site Internet : http://www.ccednet-rcdec.ca/</p> <p>Directeur général : Mike Toye</p>	
Présentation	<p>Le RCDÉC, un organisme dirigé par et pour ses membres, comprend plusieurs réseaux régionaux. Au Québec, il a établi une entente officielle avec le Chantier de l'économie sociale dans le but d'influer sur la politique fédérale en matière d'économie sociale. Le Réseau est principalement composé de groupes communautaires, de coopératives, d'entreprises sociales, de praticiennes et praticiens, de citoyennes et citoyens actifs, de chercheurs et d'autres organismes situés aux quatre coins du pays. Sa mission est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ rehausser la portée et l'efficacité du développement économique communautaire au Canada; ▪ de soutenir les organismes et les personnes dans leurs activités de renforcement des capacités locales ; ▪ de créer des solutions adaptées aux besoins des collectivités urbaines, rurales, nordiques et autochtones d'un bout à l'autre du Canada ; ▪ ainsi que d'améliorer globalement les conditions sociales, économiques et environnementales à l'échelle locale. 	
Thématiques	<p>Pour remplir sa mission et étendre l'efficacité du développement économique communautaire à travers tout le Canada, le Réseau concentre ses efforts dans les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Jeunes ▪ Immigrants et réfugiés ▪ Réduction de la pauvreté ▪ Coopération internationale ▪ Politiques publiques fédérales ▪ Recherche ▪ Formation des membres 	
Publications	<p>De nombreuses publications du Réseau sont disponibles gratuitement en ligne, notamment des rapports annuels, des études de cas, des monographies et plusieurs autres. Les publications portent sur tous les thèmes abordés par le Réseau et couvrent toutes les régions du Canada.</p>	
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ United Way of Winnipeg ▪ Entente de partenariat de Winnipeg ▪ Fondation de la famille J.W. McConnell ▪ Fondation Trillium de l'Ontario 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fondation Muttart ▪ Campagnes de financement ▪ Cotisations des membres ▪ Dons

4. ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

4.1 Direction des coopératives - Ministère du développement économique de l'innovation et de l'exportation du Québec (MDEIE)

39)	DIRECTION DES COOPERATIVES - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION DU QUEBEC (MDEIE)
Coordonnées	<p>710, place D'Youville, 7e étage Québec (Québec) G1R 4Y4</p> <p>Téléphone : (418) 691-5978 Télécopieur. : (418) 646-6145 Site Internet : http://www.mdeie.gouv.qc.ca/index.php?id=2194</p>
Présentation	<p>Chargée d'administrer la Loi sur les coopératives, la Direction des coopératives a pour mission de favoriser l'émergence et la croissance des coopératives. Elle contribue au développement des différents secteurs de l'activité coopérative et de l'économie sociale par un suivi et un soutien appropriés. Parallèlement, elle régit la constitution, le fonctionnement et la liquidation des coopératives.</p>
Thématiques	<p>Les thématiques sont liées aux coopératives du Québec.</p>
Publications	<p>Les publications de la direction des coopératives sont surtout pratiques et servent à aider les coopératives dans leur cheminement, que ce soit pour leur création, leur fermeture ou leur développement. Sont disponibles gratuitement en ligne :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Statistiques ▪ Répertoire des coopératives ▪ Histoire et portrait du mouvement coopératif au Québec
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gouvernement du Québec

4.2 Secrétariat aux coopératives du Canada

40)	SECRETARIAT AUX COOPERATIVES DU CANADA
Coordonnées	<p>Agriculture et Agroalimentaire Canada Secrétariat aux coopératives 560, rue Rochester Tour 1, 5e étage Ottawa (Ontario) K1A 0C5</p> <p>Téléphone : 1-888-781-2222 ou (613) 759-7193 Télécopieur : (613) 759-7489 Courrier électronique : coops@agr.gc.ca Site Internet : http://coop.gc.ca/index_f.php</p> <p>Directrice : Donna Mitchell</p>
Présentation	<p>Le Secrétariat aux coopératives a été créé en 1987 en vue d'aider le gouvernement fédéral à répondre plus efficacement aux préoccupations et aux besoins des coopératives. Le Secrétariat a pour mandat de conseiller le gouvernement sur les politiques qui influent sur les coopératives, de coordonner la mise en application de ces politiques et de promouvoir les coopératives au sein de l'administration fédérale. Il sert également de point de liaison entre les coopératives et les nombreux organismes fédéraux avec lesquels elles traitent.</p>
Thématiques	<p>De nombreux thèmes généraux à propos des coopératives sont couverts par les publications du Secrétariat. Comme il est un organe du gouvernement fédéral et que sa mission concerne tout ce qui se rapporte aux coopératives au Canada, il va de soi que les thèmes traités par les publications sont très généraux et cherchent à être utiles à un grand nombre de coopératives à la fois.</p>
Publications	<p>Diverses instances du Secrétariat produisent des publications. Toutefois, seules certaines d'entre elles prennent un caractère davantage scientifique. Toutes les publications sont disponibles à la fois en français et en anglais et peuvent être téléchargées gratuitement en ligne.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernement du Canada

5. ASSOCIATIONS ET RESEAUX INTERNATIONAUX

5.1 Associations et réseaux scientifiques internationaux

41)	CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHES ET D'INFORMATION SUR L'ÉCONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE (CIRIEC INTERNATIONAL)
Coordonnées	<p>Université de Liège au Sart-Tilman Bâtiment B33, boîte 6 BE-4000 Liège Belgique</p> <p>Téléphone : +32-4-366 27 46 Télécopieur : +32-4-366 29 58 Courrier électronique : ciriec@ulg.ac.be Site Internet : http://www.ulg.ac.be/ciriec</p> <p>Directeur : Bernard Thiry Directrice adjointe : Barbara Sak</p>
Présentation	<p>Fondé en 1947 par un professeur d'économie politique de l'université de Genève (Suisse), le CIRIEC International est une association scientifique sans but lucratif dont le siège social est situé à Liège (Belgique). Il regroupe des membres collectifs (entreprises et organisations publiques), des membres individuels (chercheurs, professeurs et experts) ainsi que 13 sections nationales (dans les Amériques, en Europe et au Japon). Le CIRIEC International assure la promotion, la collecte d'informations, la recherche scientifique et la publication de travaux concernant les secteurs économiques et les activités orientés vers le service de l'intérêt général et collectif.</p> <p>Il a pour but de mettre à la disposition des praticiens et des scientifiques des informations concernant ces différents domaines, de leur fournir des occasions d'enrichissement mutuel et de promouvoir une action et une réflexion transversales et internationales. Il développe des activités qui intéressent tant les gestionnaires que les chercheurs scientifiques. Ainsi, dans une perspective de sauvegarde de l'intérêt général et de réalisation de la démocratie économique, la mission du CIRIEC International est de faire des recherches qui stimulent à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ l'organisation, le fonctionnement et le développement des institutions collectives ▪ leur place dans l'économie générale ▪ et les problèmes qui se posent à leur sujet
Thématiques	<p>La recherche au CIRIEC tourne spécifiquement autour de l'économie collective :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ action des pouvoirs publics dans les domaines économiques ▪ les services publics ▪ les entreprises publiques et mixtes ▪ la participation des travailleurs
Publications	<p>Le CIRIEC édite une revue scientifique, les <i>Annales de l'économie publique sociale et coopérative / Annals of Public and Cooperative Economics</i>, et publie régulièrement les résultats de ses recherches issus des travaux de son réseau scientifique sous forme d'ouvrages collectifs, de rapports de recherches et de <i>working papers</i>. Dans la mesure du possible, ces publications sont disponibles en ligne. Enfin, le CIRIEC communique avec ses membres et les personnes intéressées par ses activités via son bulletin d'information, le CIRIEC-News.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cotisations des membres

42)	RÉSEAU EMES (EUROPEAN RESEARCH NETWORK)
Coordonnées	<p>c/o Université de Liège Boulevard du Rectorat, B33, boîte 4 B – 4000 Liège (Sart-Tilman) Belgique</p> <p>Téléphone : +32-0-4-366-31-39 Télécopieur : +32-4-366-28-51 Courrier électronique : info@mes.net Site Internet : http://www.emes.net</p> <p>Directeur : Jacques Defourny Coordonnateurs : Rocío Nogales, Sophie Adam</p>
Présentation	<p>Créé en 1996 par un groupe international de chercheurs universitaires, EMES s'est d'abord constitué en réseau de recherche avec le soutien financier de l'Union européenne. Le Réseau doit son nom à son premier programme de recherche, "l'émergence des entreprises sociales en Europe". Officiellement constitué sous forme d'OSBL en 2002, le Réseau réunit des centres de recherche universitaires et des chercheurs individuels, dont l'objectif est de construire progressivement un corpus européen de connaissances théoriques et empiriques sur l'économie sociale et l'entrepreneuriat social. EMES mène des études multidisciplinaires pour comprendre la diversité des expériences au niveau national dans une visée d'analyse comparative, et la façon dont les entreprises et les organisations du tiers-secteur sont encadrées dans leurs contextes respectifs.</p>
Thématiques	<p>Les membres d'EMES sélectionnent des thèmes et projets de recherche conjoints qui font appel simultanément à différentes disciplines des sciences humaines (sociologie, économie et sciences politiques). Plus spécifiquement, les recherches se concentrent sur l'Europe et portent sur les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le tiers-secteur ▪ l'économie sociale ▪ l'économie solidaire ▪ le secteur <i>non-profit</i> ▪ les entreprises sociales
Publications	<p>EMES a toujours publié les résultats de ses différents projets de recherche, principalement sous la forme de livres (5 ont été publiés à ce jour) et de <i>Working Papers</i>. La section "Publications" de leur site Internet permet d'accéder gratuitement à plusieurs textes téléchargeables et à une description sommaire des livres publiés.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CERA ▪ Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations Internationales de la Communauté française de Belgique

43)	RED DE INVESTIGADORES LATINOAMERICANOS DE ECONOMÍA SOCIAL Y SOLIDARIA (RILESS)
Coordonnées	<p>Campus de la Universidad de General Sarmiento. Instituto del Conurbano (Módulo 6) Juan M. Gutiérrez 1150 B1613GSX Los Polvorines Provincia de Buenos Aires Argentina</p> <p>Téléphone: (54 11) 4469-7783-85 Site Internet : www.riless.org Courrier électronique: riless@ungs.edu.ar</p> <p>Coordonnateur : José Luis Coraggio</p>
Présentation	<p>Le réseau RILESS est un projet conjoint du programme de maîtrise en économie sociale de l'Université Nationale de Général Sarmiento (Argentine), du Groupe de recherche sur l'économie solidaire de la Chaire UNESCO / UNISINOS (Brésil), du <i>Colegio Mexiquense</i> (Mexique) et de la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO-Équateur) dont la coordination est assurée en partenariat avec le Réseau EMES (Europe). À partir de recherches scientifiques fondées sur des bases empiriques, les chercheurs visent à élaborer des projets d'économie alternative, stimuler des échanges scientifiques basés sur la coopération, faciliter les recherches multidisciplinaires et favoriser le renforcement des initiatives collectives qui ont émergées en Amérique latine lors des quinze dernières années. Bien qu'il revendique la spécificité de son réseau de recherche, le RILESS entend néanmoins dialoguer avec les réseaux européens, africains, asiatiques et canadiens afin de contribuer à promouvoir une autre société et une autre politique fondée sur des alternatives économiques.</p>
Thématiques	<p>Les recherches des membres du RILESS portent notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les diverses formes de la coopération ▪ l'économie sociale et solidaire ▪ le travail non-salarié ▪ les nouveaux indicateurs socio-économiques ▪ l'intérêt commun
Publications	<p>Plusieurs textes des multiples chercheurs du RILESS sont disponibles gratuitement sur le site Internet. Celui-ci donne également accès aux numéros de la revue latino-américaine de l'économie sociale et solidaire <i>Otra Economía</i> ainsi qu'au bulletin d'information.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fundación Internacional NCCR ▪ Instituto del Conurbano / Universidad Nacional de General Sarmiento

44)	INTERNATIONAL SOCIETY FOR THE THIRD SECTOR RESEARCH (ISTR)
Coordonnées	<p>59 Wyman Park Building 3400 N. Charles Street Baltimore, Maryland 21218-2688 USA</p> <p>Téléphone : 410-516-4678 Télécopieur : 410-516-4870 Site Internet : http://www.istr.org/</p> <p>Directrice générale : Margery Berg Daniels Coordonnatrice : Donna L. Jakuta</p>
Présentation	<p>Fondée en 1992, l'ISTR est une association internationale qui regroupe plusieurs institutions, organisations, fondations et centres de recherche à travers le monde. Elle encourage l'éducation dans les domaines de la philanthropie, de la société civile et du secteur sans but lucratif ; le développement d'une communauté internationale de chercheurs dans les divers domaines du tiers-secteur ; ainsi que le développement international. Dans une perspective transdisciplinaire, l'ISTR s'est donné pour mission de favoriser la création de réseaux de recherche régionaux dans certains endroits spécifiques (Asie/Pacifique, Afrique, Amérique latine/Caraïbes et Europe de l'Est).</p>
Thématiques	<p>Afin de favoriser la recherche, l'éducation et le partage des connaissances avec les communautés du monde, l'ISTR privilégie notamment les recherches dans les domaines de l'économie sociale, du développement international, de la société civile, du bénévolat, du développement local et de la coopération.</p>
Publications	<p>La principale publication de l'association est sa revue scientifique interdisciplinaire <i>Voluntas</i> publiée depuis 1990. De plus, l'ISTR publie un bulletin d'information trimestriel, des études de cas (dans plusieurs langues), des rapports annuels, des <i>working papers</i> ainsi que des publications d'ordre plus stratégique. Plusieurs documents sont disponibles gratuitement en ligne.</p>
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contribution des membres ▪ Fondations

45)	INTERNATIONAL CO-OPERATIVE ALLIANCE COMMITTEE ON CO-OPERATIVE RESEARCH (ICACCR)
Coordonnées	<p>ICA Committee on Co-operative Research (ICACCR) 15, route des Morillons 1218 Le Grand-Saconnex Genève, Suisse</p> <p>Téléphone : +41 22 929 88 12 Télécopieur : +41 22 798 41 22 Courrier électronique : kim@ica.coop Site Internet : http://www.ica.coop/icaccr/index.html</p> <p>Présidente : Lou Hammond Ketilson Vice-présidents régionaux : Yohanan Stryjan (Europe), Mr. Akira Kurimoto (Asie-Pacifique), Mirta Vuotto (Amérique du Sud)</p>
Présentation	<p>L'ICACCR est l'un des quatre comités thématiques de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI), organisation non gouvernementale fondée à Londres en 1895 qui rassemble aujourd'hui 225 membres coopératifs dans 87 pays. Ayant initié ses activités en 1957, l'ICACCR est aujourd'hui un réseau rassemblant des chercheurs de plus de 20 pays en Europe, en Amérique et en Asie. Le réseau est ouvert à tout chercheur intéressé à partager les fruits de sa recherche sur le modèle coopératif.</p> <p>Le comité entend mettre en relation la recherche sur le modèle coopératif et le monde réel des coopératives. Ainsi, en soutenant les activités des chercheurs, il vise notamment à accroître la visibilité de celles-ci auprès des gestionnaires de coopératives, de sorte que les résultats de la recherche puissent être mis en pratique. L'ICACCR se consacre principalement à l'organisation d'une conférence internationale annuelle, tenue conjointement avec les réunions de l'ACI. Des conférences régionales sont aussi organisées régulièrement par le comité.</p>
Thématiques	<p>Les conférences organisées par l'ICACCR concernent divers sujets d'actualité pour le mouvement coopératif. Les thèmes suivants seront abordés prochainement ou ont été traités dans les dernières années lors des conférences de l'organisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le rôle des coopératives dans le développement durable et le développement social (15-18 octobre 2008, Riva del Garda, Trente, Italie) ▪ Les coopératives et l'innovation : influence sur l'économie sociale (28 mai – 1^{er} juin 2007, Saskatoon, Canada) ▪ La réponse des coopératives aux nouvelles attentes de la société civile (19-22 octobre 2006, Paris, France) ▪ La contribution des coopératives à la culture des communautés (11-14 août 2005, Cork, Irlande)
Publications	<p>Certains rapports de recherche présentés à l'occasion des conférences internationales du Comité sont publiés annuellement dans un numéro spécial de la <i>Review of International Co-operation</i>, publication officielle de l'ACI. Les numéros de cette revue, publiée en anglais et en espagnol, sont accessibles gratuitement sur le site de l'ICACCR.</p>
Sources de financement	<p>L'ICACCR est un comité thématique de l'ACI et cette dernière tire principalement son financement des sources suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Cotisations des membres ▪ Ventes de publications et d'articles de promotion ▪ Fonds d'agences de développement ▪ Dons

5.2 Réseaux, regroupements et organismes de partenariat internationaux

46)	LES RENCONTRES DU MONT-BLANC
Coordonnées	1 allée des Pierres Mayettes 92230 Gennevilliers France Téléphone : +33-1-41-85-49-50 Courrier électronique : contact@rencontres-montblanc.coop Site internet : http://www.rencontres-montblanc.coop/
Présentation	<p>Officiellement créées en octobre 2005, les Rencontres du Mont-Blanc sont le résultat de l'initiative de cinq dirigeants d'entreprises d'économie sociale françaises (la Macif, le groupe Chèque Déjeuner, la Maif, le groupe Crédit Coopératif et l'Esfin-Ides), lesquelles ont ensuite été rejointes par les représentants d'organisations d'autres pays. La gestion de ces Rencontres relève d'une organisation indépendante qui est composée de membres et dirigeants de divers pays qui, collectivement, en assurent l'organisation.</p> <p>Véritable réseau international d'acteurs économiques et de personnalités expertes, Les Rencontres du Mont-Blanc entendent montrer que l'économie sociale est apte à répondre aux grands enjeux du futur et aux défis du présent par des réalisations et chantiers concrets à mener conjointement et au-delà des frontières. Y sont associés des universitaires, des politiques, des représentants de mouvements citoyens, d'institutions internationales et d'organisations d'économie sociale de tous les continents, en vue de développer des projets internationaux et de participer au renforcement de l'économie sociale. Dans cette perspective, et en lien avec plusieurs partenaires, le réseau travaille présentement à la mise sur pied d'un observatoire international des réalisations de l'économie sociale qui devrait voir le jour prochainement.</p> <p>Initialement, les fondateurs de ce projet avaient pour ambition de créer un lieu de rencontre international où les acteurs de l'économie sociale pourraient discuter librement des grandes orientations du champ, des stratégies communes et des projets à mettre en œuvre. Des dirigeants de l'économie sociale ont donc décidé de se mobiliser en organisant les Rencontres du Mont-Blanc qui entendent rassembler de manière récurrente des dirigeants, tant français qu'étrangers, dans une ambiance qui allie prospective et stratégie, travail et projets. La finalité générale des Rencontres du Mont-blanc est de tendre vers une meilleure visibilité, reconnaissance et crédibilité de l'économie sociale.</p>
Thématiques	<p>En 2004, les Rencontres ont porté sur les enjeux auxquels l'économie sociale apporte des réponses (lutte contre la pauvreté et l'exclusion, lutte pour la cohésion sociale et la prise en compte des droits, lutte pour l'accès à l'emploi, aux produits et services de qualité pour le plus grand nombre), la création de nouvelles alliances et le renouvellement des anciennes, et la nécessité de créer de nouveaux espaces de communication et des leviers transversaux pour accroître l'efficacité des échanges.</p> <p>En 2005, les débats portaient sur le rapport entre l'économie sociale et la globalisation de l'économie. Enfin, lors des 3^{èmes} Rencontre, en 2007, c'est le rapport entre l'économie sociale et la durabilité de la consommation, de la production et de la distribution de l'énergie qui a été le thème central.</p>
Publications	Aucune publication répertoriée.
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> • Commune de Chamonix Mont-Blanc • Best Western • Inter Mutuelles Assistance

47)	RÉSEAU INTERCONTINENTAL DE PROMOTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (RIPESS)
Coordonnées	Boulevard du Sud Point E B.P 611211524 Dakar, Sénégal Téléphone : +221-825-85-90 Télécopieur : +221-825-32-38 Courrier électronique : info@ripess.net Site Internet : http://www.ripess.net Président : Adbou Salam Fall
Présentation	Fondé en 2002, le RIPESS réunit ses membres autour de la promotion internationale de l'économie sociale et solidaire (ESS) en tant qu'alternative constructive et durable aux stratégies néolibérales de développement. Les initiateurs du projet sont des organisations qui animent des réseaux nationaux, notamment le « Grupo Red de Economia Solidaria del Peru (GRESPE) » qui a organisé la 1 ^{ère} Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité à Lima au Pérou en 1997, le « Groupe d'Economie Solidaire du Québec (GESQ) » qui a réalisé la seconde à Québec au Canada en 2001, et le « Groupe Sénégalais d'Économie Sociale et Solidaire (GSESS) » qui a permis le succès de la 3 ^{ème} Rencontre de Dakar au Sénégal en novembre 2005. Le RIPESS est composé de plus de 60 groupes et réseaux œuvrant dans les différents champs de l'ESS. Il renvoie à une grande diversité d'acteurs, à savoir : coopératives artisanales et artistiques, mutuelles de crédit-épargne et mutuelles de santé, PME et micro-entreprises formelles et informelles, groupes de producteurs ruraux et coopératives agricoles, syndicats, groupements et associations de femmes, associations de ressortissants et de migrants, groupes de presse et radios communautaires, ONG, associations de commerçants et d'industriels, et des institutions de recherche et de formation. Enfin, le RIPESS vise à développer un réseautage permanent entre les acteurs et promoteurs de l'ESS de tous les continents de manière à faire valoir la contribution d'autres modes de production, consommation, d'épargne et d'échange pour la construction d'une régulation économique juste et d'un développement plus solidaire.
Thématiques	Les activités de réseautage du RIPESS concernent principalement les thématiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ▪ les finances solidaires ▪ les alternatives populaires aux privatisations ▪ le développement local ▪ le commerce éthique solidaire ▪ le dialogue État / société civile ▪ la promotion de l'économie sociale et solidaire
Publications	Afin de développer un réseautage permanent entre les acteurs et promoteurs de l'ESS de tous les continents, le RIPESS publie un bulletin d'information depuis mars 2004. Les 16 numéros sont disponibles en ligne.
Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement et Paix ▪ Centre Canadien d'Étude et de Coopération Internationale ▪ Entraide et Fraternité ▪ Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) ▪ Agence Canadienne de Développement International du Canada (ACDI)

INDEX

ORGANISME DE RECHERCHE	PAGE
Alliance de recherche université-communauté – Innovation sociale et développement des communautés (ARUC-ISDC).....	23
Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS).....	15
British Columbia and Alberta Research Alliance on the Social Economy (BALTA)	3
British Columbia Institute for Co-operative Studies.....	4
Canadian Association for Studies in Co-operation (CASC)	33
Canadian Co-operative Association (CCA).....	36
Centre Canadien de Recherche Partenariale en Économie Sociale (CCRPÉS) / Canadian Social Economy Research Partnerships (CSERP)	5
Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT).....	22
Centre de recherche, d'information et de développement de l'économie solidaire (CRIDÉS)	28
Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES).....	17
Centre d'études Desjardins en gestion des coopératives de services financiers.....	10
Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS).....	24
Chaire de coopération Guy-Bernier	16
Chaire de recherche du Canada en économie sociale	18
Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC).....	25
Chaire de responsabilité sociale et de développement durable.....	19
Chaire Desjardins de coopération et développement du milieu.....	11
Centre for the Study of Co-operatives	29
Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada)	34
Centre International de Recherches et d'Information sur l'Économie Publique, Sociale et Coopérative (CIRIEC International).....	43
Chantier de l'économie sociale.....	37
Coady International Institute	8
Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC).....	35

Community University Institute for Social Research (CUISR).....	30
Conseil Canadien de la Coopération (CCC).....	38
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM)	39
Direction des coopératives - Ministère du développement économique de l'innovation et de l'exportation du Québec (MDEIE)	41
Groupe de recherche et d'intervention régionale (GRIR).....	14
Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke (IRECUS)	12
International Co-operative Alliance Committee on Co-operative Research (ICACCR)	47
International Society for Third Sector Research (ISTR).....	46
Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales & Équipe de recherche Économie sociale, santé et bien-être (LAREPPS-ESSBE).....	20
Les Rencontres du Mont-Blanc	48
Linking, Learning, Leveraging: Social Enterprises, Knowledgeable Economies and Sustainable Communities	31
Manitoba Research Alliance on Community Economic Development in the New Economy	6
Observatoire en Développement régional	26
Observatoire en économie sociale de l'Outaouais.....	27
Partenariat sur l'économie sociale et la durabilité/ Social Economy and Sustainability Research Network.....	7
Red de Investigadores Latinoamericanos de Economía social y Solidaria (RILESS)	45
Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDÉC)	40
Réseau Intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (RIPESS).....	49
Réseau des universités des Amériques en études sur les coopératives et les associations (UniRcoop).....	13
Réseau EMES (European Research Network).....	44
Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS).....	21
Secrétariat aux coopératives du Canada.....	42
Social Economy Centre	9
Social Economy Research Network of Northern Canada	32